

L'AFRIQUE FACE À LA DÉSINFORMATION

Avril 2026



PARADIGM
INITIATIVE



Avec le soutien de

IDRC · CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

L'AFRIQUE FACE À LA DÉSINFORMATION

Avril 2026

Publié par Paradigm Initiative

Publié en Avril 2026

Ce rapport a été produit dans le cadre du projet « Lutter contre la désinformation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale: analyse des dynamiques, des impacts, des acteurs et des réponses stratégiques », financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Le projet examine l'évolution du paysage de la désinformation dans la région, en accordant une attention particulière à ses facteurs, ses impacts, ses principaux acteurs et les réponses stratégiques.

La présente étude porte sur six pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, en mettant l'accent sur les questions d'intégrité de l'information et en intégrant une perspective de genre.

Paradigm Initiative tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette recherche, notamment l'équipe de recherche, les informateurs clés, l'équipe Phoenix, ainsi que les experts consultés directement et indirectement.

Copyright © 2026 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

REMERCIEMENTS

Les conclusions de ce projet sont celles des chercheurs qui y ont participé.

L'équipe était composée de :

- Dr. Akinola Akintayo (Chercheur pays : Nigéria)
- Yacine Diagne Ph.D (Chercheur pays : Sénégal)
- Dr. Moussa Diop (Chercheur pays : Côte d'Ivoire)
- Olga Elume (Chercheur pays : Cameroun)
- Gbétohou G. Wenceslas Mahoussi Ph.D (Chercheur pays : Bénin)
- Eucharia Nkengafack (chercheuse régionale, désinformation genrée et intersectionnalités en Afrique de l'Ouest et centrale)
- Dr. Olunifesi Adekunle Suraj (Chercheur pays : Ghana)

- Professor Guy Berger (conseiller de recherche)
- Conformité éthique et gestion des données: Moussa Waly Sene, Paradigm Initiative
- Superviseur/coordonateur de recherche: Sani Suleiman Sani, Paradigm Initiative

- Examens et surveillance: 'Gbenga Sesan and Thobekile Matimbe

TABLE DES MATIÈRES

- 1 RÉSUMÉ
- 2 MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DE PIN
- 4 RAPPORTS PAR PAYS
- 38 APERÇU DES QUESTIONS DE GENRE
- 43 COMPARAISON ENTRE LES PAYS
- 44 RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES / RÉGIONALES
- 47 MÉTHODOLOGIE

RÉSUMÉ

Ce rapport présente une évaluation factuelle de la désinformation et de son impact sur l'écosystème de l'information dans six pays africains. Il met en évidence la manière dont les citoyens sont désinformés, au détriment de l'intérêt collectif, par des mensonges délibérés, des contenus présentés hors contexte, ainsi que par la diffusion involontaire de fausses informations. Comprendre la désinformation, et la manière dont elle va de pair avec les appels à l'identité émotionnelle, les discours de haine et les théories du complot, constitue la base des recommandations stratégiques visant à contrer ces menaces.

L'intégrité de l'information est une condition préalable à un débat rationnel et à une culture de paix et de coopération.

Mais cette étude montre comment la pollution de l'information fait des ravages au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal, où les tensions ethniques et les inégalités entre les sexes sont attisées par le flot de contenus mensongers.

Ce rapport rédigé par des experts s'appuie sur des études nationales distinctes et plus approfondies qui fournissent une analyse fondée et adaptée au contexte. En tant que synthèse condensée, il permet une analyse comparative entre les pays et évalue également le défi que représente la désinformation sexiste dans l'ensemble de la région.

L'étude recense également diverses mesures de lutte contre la désinformation, soulignant que les mesures étatiques telles que les coupures d'Internet et la surveillance de masse ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits humains.¹



Les conclusions s'appuient sur l'analyse de documents et de la littérature, des entretiens avec des experts et des observateurs, les observations issues de groupes de discussion et les réponses à des enquêtes en ligne, ainsi que sur l'analyse de mégadonnées. Chacun des chercheurs a signé et adhéré à un code éthique de recherche. Tous ont mené leurs investigations en tenant compte des questions de genre. Leurs travaux comprennent des recommandations systématiques à l'intention des gouvernements, des plateformes, de la société civile et d'autres acteurs.

Les lecteurs sont invités à consulter le site web du PIN pour accéder aux études d'experts complètes qui ont servi de base à cette recherche. Ces ressources documentaires sont disponibles en français et en anglais. La méthodologie est résumée à la fin du présent rapport, et chaque étude individuelle contient des précisions supplémentaires ainsi que les références complètes de la littérature consultée.

1. Résolution 573 de la CADHP. <https://achpr.au.int/en/adopted-resolutions/573-resolution-deployment-mass-and-unlawful-targeted-communication>

MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DE PIN

Partout en Afrique, la « désinformation » sert de plus en plus souvent de justification aux coupures d'Internet, à la suppression des voix critiques et à la criminalisation de la dissidence légitime. Ce schéma se répète à travers le continent avec une constance inquiétante. Paradigm Initiative défend depuis près de deux décennies les droits numériques des Africains, et cette expérience a affiné notre capacité à distinguer un État qui lutte contre les fausses informations préjudiciables de celui qui utilise le discours de l'intégrité de l'information pour étouffer la vérité.

Il est donc nécessaire d'affirmer clairement que la décision de PIN de mener à bien ce projet de recherche n'était pas motivée par une quelconque volonté de fournir des outils supplémentaires à la censure. Elle était motivée par une préoccupation sincère et profonde concernant les conséquences du désordre de l'information sur les communautés que nous servons. Des tensions ethniques ont été attisées par des contenus fabriqués de toutes pièces. Des femmes ont été écartées de la vie publique par des campagnes de désinformation coordonnées. Des communautés ont pris des décisions lourdes de conséquences, y compris des décisions ayant des implications de vie ou de mort, sur la base de messages non vérifiés circulant sur les plateformes. Il s'agit là de préjudices concrets affectant des personnes réelles, et ils justifient une réponse sérieuse, fondée sur des preuves.

Cette recherche a été rendue possible grâce au généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), et nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour ce partenariat. Le soutien du CRDI a permis de mener ce travail avec la rigueur qu'il exige, sous la forme d'une recherche ancrée au niveau national couvrant six pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Cette ancrage local est d'une importance considérable, car le désordre de l'information ne se manifeste pas de la même manière à Abidjan, Accra, Cotonou, Dakar, Lagos et Yaoundé, et les interventions qui ne tiennent pas compte du contexte local sont rarement efficaces. Je ne saurais trop remercier le CRDI pour son soutien opportun, d'autant plus qu'il intervient à un moment où le secteur du développement voit ses financements diminuer pour des travaux pourtant indispensables.

Le danger de la désinformation est, au fond, un danger pour la confiance, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le PIN tient à trouver des moyens de résoudre un problème qui sape la confiance et devient un prétexte pour les gouvernements ayant un programme de répression. La confiance n'est pas une valeur abstraite ou secondaire. C'est l'infrastructure fondamentale de l'économie numérique et de la vie démocratique. Lorsque les citoyens ne peuvent pas se fier aux informations mises à leur disposition, leur capacité à prendre des décisions éclairées est fondamentalement compromise, comme

nous l'avons vu lors de la pandémie de COVID-19, par exemple. Lorsque cette confiance est systématiquement érodée, les conséquences ne sont ni discrètes ni circonscrites. La désinformation est une menace qui se propage au sein d'écosystèmes informationnels par ailleurs sains, imite des contenus crédibles et cause des dommages souvent considérables avant même d'être identifiée.

C'est précisément pour cette raison que l'intégrité de l'information occupe une place centrale, et non périphérique, dans le mandat du PIN. La capacité des Africains à participer de manière significative et en toute sécurité aux espaces numériques dépend, dans une large mesure, de l'intégrité de l'environnement informationnel dans lequel cette participation s'inscrit. Des recherches de cette nature nécessitent des chercheurs de qualité équivalente, et ce projet a été bien servi à cet égard. Je suis reconnaissant à l'équipe du projet, y compris aux membres de l'équipe du PIN et aux chercheurs externes.

Les études par pays menées dans le cadre de ce projet de trois ans sont dirigées par des universitaires et des professionnels de la communication alliant rigueur académique et connaissance approfondie des contextes nationaux qu'ils examinent. Le Dr Akinola Akintayo a dirigé la recherche sur le Nigeria, s'appuyant sur son expertise en droit et en technologies émergentes. Le Dr Olunifesi Adekunle Suraj a couvert le Ghana à travers le prisme d'un éminent chercheur africain spécialisé dans les médias et l'éducation aux médias. Le Dr Gbétohou G. Wenceslas Mahoussi a dirigé l'étude sur le Bénin, fort de son expérience en tant que directeur de l'Observatoire des sciences de l'information et de la communication. Le Dr Moussa Diop a apporté sa spécialisation en transformations numériques et en intégrité de l'information à la recherche sur la Côte d'Ivoire. Le Dr Yacine Diagne, dont le parcours couvre le journalisme et les sciences politiques, a dirigé les travaux sur le Sénégal. Olga Elume a mené l'étude sur le Cameroun, un pays dont le paysage informationnel présente une complexité particulière et à plusieurs niveaux. Eucharia Nkengafack a fourni une analyse intersectionnelle critique dans l'étude régionale sur la désinformation genrée en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Le processus de recherche dans son ensemble est guidé par le professeur Guy Berger, professeur émérite à l'université de Rhodes et ancien directeur de l'UNESCO pour la liberté d'expression et le développement des médias, dont la contribution scientifique dans ce domaine est largement reconnue et dont le rôle de conseil a considérablement renforcé la qualité de ce travail. Je tiens également à remercier chaque membre de l'équipe PIN dont les efforts ont soutenu ce processus depuis sa conception jusqu'à la publication de ce premier rapport. Moussa Waly Sene, chargé de programmes pour l'Afrique francophone au PIN, est responsable du protocole d'éthique, de conformité et de gestion des données du projet, et ses compétences bilingues sont essentielles à l'efficacité de ce projet. Thobekile Matimbe, qui occupe le poste de responsable principale des partenariats et des engagements, supervise nos travaux de recherche et son sens de l'excellence en matière de processus et de rapports a contribué à façonner cette initiative. Si je supervise ce projet et reste impliqué de près à travers les réunions, la révision (et la révision) des



01

RAPPORTS PAR PAYS



1.1 CARTOGRAPHIE DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION AU NIGERIA : ACTEURS, DISCOURS ET DYNAMIQUES DE DIFFUSION

Les enjeux

Le Nigeria est actuellement confronté à une crise sécuritaire complexe, caractérisée par des enlèvements généralisés, des enlèvements de masse, le banditisme rural, l'activité insurgée et une escalade de la violence intercommunautaire. L'environnement numérique du pays a transformé ces menaces en une expérience numérique en temps réel, fortement médiatisée. Les chaînes de diffusion WhatsApp, les pages communautaires Facebook, les vidéos TikTok, les Reels Instagram et les commentaires sur X constituent désormais les principaux canaux d'information pour des millions de citoyens. Ces plateformes brouillent les frontières entre informations crédibles, rumeurs, propagande, contenus audiovisuels manipulés et commentaires chargés d'émotion.



Les recherches menées dans le cadre de cette étude montrent que les récits faux et exagérés sur les questions de sécurité prospèrent dans un environnement caractérisé par une faible capacité de l'État, une communication officielle déficiente, les vulnérabilités des plateformes numériques et une faible culture médiatique. En outre, elles révèlent que les femmes servent souvent à la fois d'amplificatrices et de cibles de la désinformation et de la désinformation, tandis que les hommes dominent la désinformation politique, la propagande extrémiste et le cadrage de l'insécurité.

Les grands récits en jeu

Les contenus circulant au sujet des enlèvements et du banditisme au Nigeria couvrent quatre catégories dominantes :

- la peur,
- l'identité,
- l'échec du gouvernement et
- la criminalité en tant qu'activité lucrative.

01

Récits fondés sur la peur et exagérés

Ces messages largement diffusés exagèrent le nombre de victimes, le nombre de personnes enlevées et l'étendue géographique des attaques. Des vidéos anciennes ou recyclées sont partagées à plusieurs reprises comme s'il s'agissait d'attaques « en cours ».



Sur TikTok, les contenus générés à l'aide des mots-clés « bergers peuls » et « enlèvements et banditisme » apparaissent parmi les publications

les plus vues, avec 3,8 millions de vues, notamment un reportage d'un influenceur sur les réseaux sociaux en visite dans l'État de Benue à la suite de meurtres commis par des bergers peuls ou des bandits présumés dans cet État. La plupart des publications figurant dans les 12 premières places de la catégorie des plus vues sont des publications sur des attaques, des enlèvements, le nombre de victimes et autres, chacune recueillant pas moins d'un million de vues et étant largement partagée. Une tendance similaire est observable sur X, YouTube et Facebook.

02

Récits fondés sur l'identité et la religion

Les récits présentent souvent les personnes d'ethnie peule comme les auteurs par défaut ou les seuls auteurs de banditisme et d'enlèvements, transformant ainsi un phénomène complexe impliquant de multiples acteurs en une étiquette ethnique simpliste. Ce cadrage occulte souvent les dynamiques criminelles locales et ignore les incidents survenant dans des régions où les groupes peuls ne sont pas impliqués. L'amalgame entre les éleveurs peuls et les enlèvements et le banditisme est évident chez de nombreux utilisateurs qui ont tendance à utiliser ces deux termes de manière interchangeable.

Une catégorie connexe interprète la violence comme faisant partie d'un conflit identitaire fondé sur la foi, présentant des communautés entières comme des auteurs. Les allégations de persécution ou de génocide des chrétiens, ainsi qu'un programme d'islamisation, sont courantes. Les plateformes de réseaux sociaux amplifient ces cadres de référence par le biais de vidéos non vérifiées, d'images émouvantes et de contenus recyclés présentant certains groupes ethniques ou religieux comme intrinsèquement violents. De tels récits ont été

associés à des violences de représailles, à des déplacements forcés et à une méfiance communautaire accrue.



Les 10 publications les plus vues sur X générées à partir des mots-clés « banditisme » et « enlèvement » expriment des points de vue ou des perspectives ethniques sur les problèmes d'insécurité signalés. L'ethnisation des problèmes d'insécurité est particulièrement marquée sur TikTok, où une grande majorité des publications extraites ont enregistré un nombre de vues bien plus élevé et associent plus directement les éleveurs peuls aux enlèvements et au banditisme.



03

Incompétence ou complicité du gouvernement

Les discours présentant les institutions gouvernementales comme inefficaces, corrompues ou complices ont le vent en poupe. Cela s'explique par la méfiance de longue date des citoyens à l'égard des institutions officielles et par la faiblesse de la communication du gouvernement en temps de crise. Les responsables mettent souvent l'accent sur les victoires et minimisent la violence en cours, ce qui crée un déficit de crédibilité. Parallèlement, le secret excessif entourant les opérations de sécurité conduit les citoyens à des spéculations ou à des théories du complot. Certains sous-récits suggèrent une collusion entre les élites politiques et les groupes de bandits, notamment en ce qui concerne le paiement de rançons ou les opérations minières illégales.



Les politiciens et les réseaux politiques utilisent les récits sur les enlèvements et le banditisme pour dépeindre leurs adversaires comme incompetents, corrompus, sympathisants des groupes armés ou responsables de la détérioration de la sécurité.

D'autres exploitent la peur pour mobiliser des blocs ethniques ou religieux. Les enlèvements et le banditisme deviennent ainsi des outils de persuasion politique, et ne relèvent plus uniquement de questions de sécurité.



VeryDARKMAN, un influenceur sur Facebook, a publié un message intitulé « Voilà qui explique pourquoi ces éleveurs peuls s'introduisent dans n'importe quelle communauté avec leurs vaches : nos dirigeants nous trahissent », qui s'est hissé en tête des interactions avec des mots-clés sur le sujet, recueillant 39 200 likes et 3 340 partages.

04

Récits sur l'économie des rançons (rançons, corruption, marchés criminels)

De nombreux récits présentent l'enlèvement comme une activité criminelle lucrative, avec des images de ravisseurs exhibant de l'argent, des armes ou des objets de luxe. Le fait d'afficher en ligne une telle richesse illicite sans en subir les conséquences peut normaliser ce crime et même attirer de nouvelles recrues.

Ces récits font évoluer la perception publique de l'enlèvement, qui passe d'incidents isolés à une économie criminelle nationale imaginaire.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Les politiciens, les groupes séparatistes, les acteurs armés et même certains réseaux religieux façonnent stratégiquement ces récits pour blâmer leurs adversaires, mobiliser leurs partisans ou justifier la violence. Les influenceurs et les personnalités des réseaux sociaux obtiennent le plus grand nombre de vues, de « j'aime » et de partages, tandis que le gouvernement ou les autorités officielles sont invisibles dans le discours et que les voix des femmes sont relativement absentes.

La plupart des publications semblent motivées par le désir d'obtenir des clics et des abonnés. Cela conduit à des rumeurs non fondées, des affirmations mensongères et/ou exagérées, et

des mensonges purs et simples. Les auteurs demandent souvent aux utilisateurs d'aimer la vidéo et/ou de s'abonner à la chaîne. On observe une utilisation lente, mais croissante, de contenus générés par l'IA. Plus courants encore sont les cas de vidéos ou de contenus fabriqués ou trafiqués par l'adaptation d'images ou d'enregistrements audio provenant d'événements probablement réels ou de vidéos ou images antérieures publiées par d'autres utilisateurs, souvent avec un titre ou une narration différents.

La désinformation circule à travers différents environnements linguistiques et médiatiques. Les rumeurs et les mises en garde apparaissent souvent d'abord dans les langues locales ou dans des espaces de discussion informels avant d'être traduites, reformulées ou amplifiées dans des environnements numériques anglophones. Les récits empreints de peur circulent d'abord au sein de groupes WhatsApp en haoussa, yoruba, igbo, pidgin ou multilingues, sur les marchés, lors de rassemblements religieux et au sein des réseaux communautaires, avant de pénétrer dans des espaces en ligne anglophones plus vastes, où ils acquièrent une visibilité à l'échelle nationale ou au sein de la diaspora.

Cette fertilisation croisée permet aux rumeurs ancrées localement d'acquiescer un cadre politique ou idéologique plus large, tandis que les récits en anglais sont souvent réintégrés dans les réseaux en langues locales sous des formes simplifiées ou plus émotionnelles. L'anglais sert de langue-pont reliant les publics locaux, les influenceurs nationaux et les espaces médiatiques internationaux. Les acteurs visibles de la vérification des faits et les interventions de la société civile opèrent principalement en anglais.

Réponses aux défis

Il existe des partenariats institutionnels entre les organisations médiatiques, les groupes de la société civile, les organismes de vérification des faits (tels que Dubawa et AfricaCheck) et les

plateformes numériques, qui visent à vérifier et à corriger la désinformation. Cependant, ces mécanismes restent largement réactifs : les corrections ne sont publiées qu'après que la désinformation s'est déjà largement répandue, en particulier via des plateformes cryptées comme WhatsApp.

En conséquence, la vitesse et l'ampleur de la diffusion de la désinformation dépassent systématiquement ces réponses. Les personnes interrogées estiment que les réponses des plateformes sont rarement assez rapides, suffisamment contextualisées ou guidées par des politiques reflétant les réalités linguistiques, culturelles ou sécuritaires du Nigeria.

Les réponses communautaires sont relayées par des intermédiaires de confiance, notamment des chefs religieux, des anciens de la communauté, des chefs de famille, des associations d'anciens élèves et des acteurs informels de la sécurité tels que les milices de quartier et les chasseurs. Les pratiques de vérification hyperlocales consistent notamment à appeler des contacts situés à proximité des lieux d'attaques présumées, à consulter des chasseurs ou des miliciens en patrouille, à demander des éclaircissements aux chefs religieux ou communautaires, et à transférer ou reformuler de manière sélective les messages WhatsApp en y ajoutant des mises en garde. Ces pratiques sont créatives, localisées et souvent efficaces, mais elles sont également fragmentées et manquent de soutien institutionnel.

Dans les rares cas où le gouvernement intervient, ses mesures comprennent des points presse, des arrestations pour « fausses informations », des sanctions à l'encontre des diffuseurs et des opérations militaires. Cependant, ces

réponses sont lentes, incohérentes et influencées par la politique. L'engagement des citoyens est également très faible par rapport aux publications des influenceurs/créateurs de contenu sur les réseaux sociaux et d'autres acteurs.

Une vidéo sur YouTube intitulée « Tackling the Issues of Kidnapping and Banditry in Nigeria 25th Sept 2024 » (Lutter contre les problèmes d'enlèvements et de banditisme au Nigeria, 25 septembre 2024), publiée par la Nigerian Television Authority (NTA), une chaîne de télévision publique, présente des responsables gouvernementaux et des citoyens s'exprimant sur la menace des enlèvements et du banditisme. La vidéo n'a été visionnée que 58 fois et n'a reçu aucun « j'aime ».



Cela contraste avec un reportage diffusé sur YouTube par Channels Television, une chaîne de télévision privée, qui rendait compte d'une attaque de bandits contre des voyageurs et qui a occupé la première place en termes de nombre de vues

(1 162 351)

« enlèvements et banditisme » dans la liste des mots-clés sur cette plateforme.

Analyse

Les contenus trompeurs prospèrent car l'insécurité a engendré une profonde méfiance envers les institutions, laissant un vide communicationnel que les rumeurs, les spéculations, la propagande et les contenus chargés d'émotion comblent rapidement. La peur, la confusion et la frustration façonnent la

manière dont les gens interprètent et partagent l'information, rendant le public très vulnérable à la manipulation. Les femmes, les personnes âgées et les communautés rurales – qui manquent souvent d'un accès fiable aux sources d'information officielles – deviennent particulièrement dépendantes des informations transmises par le bouche-à-oreille, qui se propagent rapidement et sans véritable vérification.

Les écosystèmes hors ligne et en ligne s'alimentent constamment l'un l'autre, rendant la désinformation remarquablement persistante. Les rumeurs circulent sur les marchés, dans les quartiers, dans les gares routières, dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou parmi les groupes d'autodéfense. Un habitant effrayé, un voyageur de retour ou l'avertissement non vérifié d'un dirigeant local deviennent les germes d'une panique généralisée. Il existe également de nombreux cas où une vidéo virale, un avertissement trompeur ou une image manipulée a entraîné de réelles conséquences hors ligne : fermetures d'écoles, restrictions de déplacement, déplacements massifs de population ou attaques collectives contre des « suspects » faussement identifiés.



Les médias grand public jouent simultanément le rôle d'amplificateurs, de validateurs et de correcteurs tardifs au sein de cet écosystème circulaire de l'information.

Les femmes sont surreprésentées dans les récits d'enlèvements et de banditisme, à la fois en tant que victimes réelles et en tant que figures symboliques utilisées pour la mobilisation publique. La souffrance des femmes est souvent utilisée pour susciter des émotions fortes, incitant à un partage rapide et sans discernement du contenu. Les hommes apparaissent dans les médias et les espaces en

ligne en tant qu'auteurs d'actes de banditisme et d'enlèvements, commentateurs politiques, producteurs de propagande, leaders de la mobilisation ethnique/politique et influenceurs (en particulier sur X).

Conclusion et recommandations

Les décideurs politiques devraient remédier au vide informationnel qui pousse les citoyens à se tourner vers les rumeurs et les diffusions WhatsApp, car les sources officielles sont soit silencieuses, soit peu fiables. Le gouvernement devrait mettre en place des unités d'intervention rapide en matière d'information dans chaque zone géopolitique.

Les régulateurs ne devraient pas s'appuyer sur des dispositions punitives relatives aux « fausses nouvelles », mais plutôt élaborer un cadre national pour l'intégrité de l'information qui définisse clairement la mésinformation, la désinformation et la malinformation dans les contextes de sécurité, énonce les principes d'une communication étatique efficace et fournisse des orientations sur les réponses proportionnées aux contenus qui portent atteinte aux droits humains.

Les organisations de la société civile sont bien placées pour fournir des outils de culture numérique et de vérification des rumeurs, en particulier dans les communautés les plus touchées par les enlèvements et le banditisme. Étant donné que les femmes partagent souvent des contenus non vérifiés par crainte et par souci de leurs proches, les groupes de femmes jouent un rôle important dans les interventions.

Les médias devraient adopter des normes de reportage sensibles aux conflits qui évitent les étiquettes incendiaires qui attribuent une dimension ethnique à la criminalité et exigent plusieurs sources

indépendantes avant de publier des articles sur les enlèvements. Un réseau national de vérification des faits pourrait diffuser des alertes sur les rumeurs émergentes.

Les plateformes devraient mieux détecter et traiter les contenus en langues nigérianes et en langage informel. Elles doivent investir dans la modération en langues locales ainsi que dans les dialectes régionaux et l'argot associés aux récits d'insécurité. Les plateformes peuvent également mettre en place des contrôles algorithmiques adaptés

raux situations de crise, tels que le ralentissement temporaire de la viralité des contenus à haut risque, et la promotion de liens vers des vérifications de faits fiables. Les plateformes devraient également tester des mécanismes visant à mettre en avant les informations de sécurité vérifiées, comme l'épinglage des alertes d'urgence, et créer des badges spéciaux de « vérification de crise » pour les chaînes gouvernementales ou humanitaires accréditées, ainsi qu'offrir des chaînes dédiées à la sécurité pour les communautés à haut risque.



150 millions
Connexions mobiles
cellulaires



107 millions
Les internautes



45,4%
Pénétration d'Internet



38,7 millions
Utilisateurs actifs
des médias sociaux

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

En mars 2025, le Nigeria comptait 150 millions de connexions mobiles, 107 millions d'internautes, soit un taux de pénétration d'Internet de 45,4 % de la population totale, et 38,7 millions d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux. Trois utilisateurs actifs des réseaux sociaux sur cinq au Nigeria étaient des hommes. Des rapports indiquent également que 61 % des Nigériens vivant en zone rurale ne sont pas connectés à Internet, contre 40 % en zone urbaine.

On estime que YouTube compte 27,0 millions d'utilisateurs, soit 23,5 % du total des internautes du pays. Facebook compterait 38,7 millions d'utilisateurs, soit environ 16,4 % de la population totale du pays, tandis qu'Instagram en comptait 9,90 millions. TikTok comptait 37,4 millions d'utilisateurs, Snapchat 19,6 millions et X 7,57 millions. Dans tous les cas, les utilisateurs masculins sont majoritaires, à l'image de la fracture numérique entre les sexes.

Parmi les facteurs expliquant ces faibles niveaux d'accès figurent les faibles revenus, le développement insuffisant des infrastructures, les inégalités entre les sexes, l'âge, les politiques gouvernementales, le manque d'accès aux appareils et technologies nécessaires, ainsi que le coût élevé de la connexion Internet.

Le droit à la liberté d'expression est inscrit dans la Constitution nigériane. Son exercice est toutefois restreint par des lois dépassées et obsolètes. Les tribunaux nigériens interprètent également le droit à la vie privée d'une manière qui reflète des conceptions traditionnelles et étroites des droits numériques.



1.2

CARTOGRAPHIE DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION AU GHANA : ACTEURS, DISCOURS ET DYNAMIQUES DE DIFFUSION

Les enjeux

La désinformation politique lors de l'élection présidentielle ghanéenne de décembre 2024 concernant la corruption et l'exploitation aurifère illégale – connue localement sous le nom de « galamsey » – a miné l'intégrité de l'information et affaibli les perspectives d'un choix électoral éclairé. Les plateformes de réseaux sociaux, en particulier TikTok, X et Facebook, ont vu des influenceurs actifs chercher à façonner le discours public, ainsi que la présence de gladiateurs politiques partisans utilisant le galamsey comme arme dans les discours politiques.

Les grands récits en jeu

Il existe un manque de connaissances au sein du grand public quant à la distinction entre les licences minières légitimes, approuvées par le gouvernement, et l'exploitation minière illégale (galamsey). Parmi les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux au sujet du galamsey, on trouvait des opinions généralisées selon lesquelles toutes les activités minières au Ghana relevaient du galamsey, et selon lesquelles les images des sites de galamsey étaient fausses, truquées ou exagérées. Cela a ouvert la voie à des manœuvres politiques. Les partisans du parti d'opposition ont relayé le discours selon lequel le gouvernement (alors) en place peinait à lutter efficacement contre le galamsey, car cette pratique impliquait en réalité ses propres partisans. Cela a présenté la question comme une faiblesse du gouvernement et/ou une application sélective de la législation minière. De son côté, le parti alors au pouvoir a accusé le parti d'opposition (de l'époque) d'avoir auparavant soutenu le galamsey et de saboter les efforts du gouvernement pour lutter contre ces pratiques minières abusives.

De l'autre côté, on a fait valoir que l'opposition, lorsqu'elle était au pouvoir, avait invité des ressortissants étrangers à se livrer au galamsey. Les partisans du gouvernement ont également rejeté comme étant fausses des images authentiques montrant le candidat à

la vice-présidence de leur parti faisant une promesse aux petits exploitants miniers lors d'un meeting de campagne. Des allégations selon lesquelles des personnalités politiques de haut rang des deux partis étaient à l'origine du galamsey ont été propagées sans fondement.

La politisation des risques environnementaux liés au galamsey a donné lieu à des allégations selon lesquelles ces risques auraient été inventés pour préserver l'or au profit d'une poignée de privilégiés. D'autres fausses informations ont circulé, selon lesquelles les terres utilisées pour l'exploitation minière illégale seraient récupérables après 2 à 3 ans avec une fertilité accrue pour l'agriculture ; que l'eau provenant des sites de galamsey (contrairement aux récits sur ses risques environnementaux) serait même plus propre et potable que celle trouvée sur les sites non miniers ; et que la pollution de l'eau au Ghana ne serait pas due au galamsey, mais serait un acte délibéré de l'opposition visant à discréditer le parti alors au pouvoir.

D'autres thèmes ont été abordés :

- l'implication de ressortissants étrangers (notamment chinois et coréens) dans le galamsey ;
- l'implication de l'armée dans l'arrestation des mineurs illégaux ;

- l'abandon scolaire des jeunes filles (en particulier dans la région de Subri) en raison de l'attrait de la prostitution liée aux mineurs illégaux ;
- les implications sanitaires et environnementales (eau contaminée par des substances toxiques telles que le mercure, malformations chez les bébés, déforestation, perturbation des terres agricoles, maladies liées au cancer).

Une fausse information à caractère sexiste consistait à affirmer que si des femmes enceintes étaient enterrées vivantes sur les sites miniers, leur décomposition produirait beaucoup d'or à l'avenir.



TikTok, Facebook et X sont considérés comme les plateformes de réseaux sociaux les plus importantes pour la diffusion de fausses informations sur le galamsey.

La communauté des contre-messages, en particulier les organisations de vérification des faits, bénéficie d'un engagement bien moindre. Les publications des militants anti-galamsey ont également attiré plus de commentaires, de partages et de « j'aime » que celles des organisations de vérification des faits, mais elles ont néanmoins été submergées par le volume considérable de récits déformés.



Les données ont en outre montré que le plus grand nombre de commentaires ayant reçu le plus de « j'aime » s'est produit sur la plateforme X, illustrant à quel point les influenceurs des réseaux sociaux peuvent être déterminants dans la formation des récits et de l'opinion publique sur le discours politique.

Une personne qui a dénoncé les dangers environnementaux et sanitaires liés au galamsey et incité les gens à manifester contre cette pratique a également profité de l'occasion pour faire campagne en faveur d'un candidat présidentiel particulier.

Ses commentaires, qui ont attiré de nombreux « j'aime », abordaient des questions telles que « mieux vaut brûler des drapeaux en signe de protestation que de voir des gens mourir à cause du galamsey », « dix personnes sont mortes à cause du blocage de la route pendant la manifestation, mais savez-vous combien d'enfants naissent avec des malformations à cause du galamsey ? », et « ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, Bawunmi sera président ».



Voici une liste récapitulative des principaux cas de désinformation ou d'affirmations trompeuses vérifiés liés à la question du galamsey pendant la période précédant l'élection présidentielle de 2024 au Ghana :

Tableau 1 : Désinformation politique vérifiée par les vérificateurs de faits concernant le galamsey

Date / Période	Acteur / Source	Allégation	Verdict et remarques	Plateformes
19 Août 2024	GhanaToday 8 commentaires, 92 partages, 13 mentions « J'aime »	41 pelles mécaniques saisies ont été restituées aux galamseyers après l'arrestation de 4 soldats chargés de les surveiller par des voyous du NDC dans un poste de garde militaire.	Faux - Aucune pelleuse n'a été restituée aux galamseyers et aucun soldat n'a été arrêté par des voyous du NDC	Réseaux sociaux / Facebook
27 Septembre 2024	Ayew Afriyie (député) 121 commentaires, 0 partages, 462 mentions « J'aime »	« Les plans d'eau de la région d'Ashanti n'avaient pas été affectés par l'exploitation minière artisanale jusqu'à il y a un mois. » Fact Check Ghana+1	Faux – un impact à long terme a été documenté. – L'affirmation selon laquelle cela ne remonte qu'à « un mois » est fausse.	Vidéo d'un événement de campagne / TV (puis réseaux sociaux)
Septembre 2024	Affirmation anonyme en ligne 4 commentaires, 2 partages, 9 mentions « J'aime »	Le professeur Frimpong Boateng a déclaré que John Dramani Mahama « possède un site d'exploitation minière artisanale ». Adomonline.com	Vérifié comme faux : le professeur Boateng n'a pas fait cette déclaration ; l'attribution est incorrecte. Adomonline.com	
Septembre- Octobre 2024	Équipe de campagne du Dr Matthew Opoku Prempeh / médias	Allégation selon laquelle une vidéo « deepfake » aurait manipulé ses propos concernant le galamsey. WITNESS Blog	Incertain. L'authenticité de la vidéo est contestée ; l'allégation de manipulation est utilisée dans le cadre du récit.	Réseaux sociaux / WhatsApp
Interview du 26 Mars 2025	Emmanuel Armah-Kofi Buah (ministre)	« Le Ghana a importé pour 6,2 milliards de GH¢ d'excavatrices en 2024 pour les opérations de galamsey. » Ghana Fact	Trompeur – la valeur des importations est correcte, mais il n'est pas clairement précisé qu'il s'agit d'équipements destinés au galamsey. Ghana Fact	Interview télévisée / Publication en ligne
Publication virale sur les réseaux sociaux sans date	Acteur inconnu (publication Facebook) 58 commentaires, 88 partages, 426 mentions « J'aime »	Photo d'un éléphant qui serait mort à cause du galamsey. Ghana Fact	Faux – image provenant du Brésil, sans rapport avec le sujet. Ghana Fact	Facebook

* La plateforme indique où l'allégation a circulé ou a été rendue publique

Menaces pour l'intégrité de l'information

La plupart des informations sur le galamsey pendant la période électorale provenaient de médias mixtes – tels que les médias traditionnels (télévision et radio), les médias en ligne (sites d'information, blogs et réseaux sociaux) et des sources informelles considérées comme des médias de rue (amis et proches, notamment via des moyens de communication fermés comme WhatsApp, rassemblements religieux, leaders communautaires, leaders d'opinion, lieux de détente, marchés, commérages de quartier, bars, cérémonies communautaires, etc.).

On estime que la majorité de la population rurale s'est appuyée sur les radios locales et communautaires comme sources d'informations fiables sur le galamsey, les femmes rurales étant considérées comme accordant davantage d'importance aux « médias de rue », tels que les informations provenant de collègues au marché, dans les salons de coiffure, ainsi que d'amis et de proches (principalement via WhatsApp). Contrairement à leurs homologues des villes, les hommes ruraux ont été jugés plus proches des radios locales, des membres des partis politiques et des bars à bière. D'une manière générale, il semble que la population rurale, en particulier les personnes âgées, ait tendance à percevoir comme réelles et authentiques toutes les informations sur le galamsey provenant de la radio locale ou de la plateforme WhatsApp.

Réponses aux défis

Parmi les diverses sources d'information sur le galamsey, certains médias traditionnels n'ont pas suffisamment vérifié les affirmations des intervenants lors des émissions, tandis que certaines stations de radio, en particulier les stations locales des zones rurales détenues par des politiciens, semblaient partisans. Les récits diffusés sur les réseaux sociaux ont servi de repère aux citoyens plus âgés qui, initialement

indifférents, se sont ensuite intéressés à la vérification des récits sur le galamsey par le biais des médias traditionnels. En raison de la nature interactive de X, les récits qui y figuraient semblaient plus sujets à débat et permettaient des conversations approfondies, des opinions contraires et un dialogue, contrairement à Facebook, considéré comme favorisant les conversations superficielles.

Les médias traditionnels tels que Joynews, City FM, Classic News FM, Ghana FM, ACCRA FM et Adom TV sont considérés comme plus crédibles, y compris par les jeunes adultes, pour diffuser des informations fiables par rapport aux réseaux sociaux et aux autres sites d'information en ligne. Des sites comme MyJoyOnline, GhanaWeb et Action Group against Galamsey ont contribué à démystifier les discours trompeurs sur le galamsey.

L'influence de certains influenceurs sur les réseaux sociaux a été associée à leurs reportages détaillés et cohérents sur le galamsey. L'activisme de personnalités éminentes du milieu environnementaliste a attiré l'attention sur la déforestation, la pollution des cours d'eau, la contamination au mercure, les problèmes de santé et la complicité politique dans cette crise. Les groupes de vérification des faits tels que Dubawa, Witness, GHOne et GhanaWeb sont considérés comme fiables, mais leur efficacité est limitée.

Des organisations de la société civile telles que Penplusbytes, Democracy Hub, l'Association des journalistes du Ghana, Young Reporters for the Environment, le Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana), le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) et le Digital Africa Research

Lab ont collaboré avec divers médias ghanéens pour lutter contre la désinformation et les fausses informations concernant le gamsey.

Analyse

Le dynamisme des médias (réseaux sociaux, médias traditionnels et canaux fermés tels que WhatsApp et les médias de rue) a constitué de nombreux vecteurs de diffusion de la désinformation politique autour du gamsey. Les réseaux sociaux, en particulier TikTok et X, ont joué un rôle prépondérant dans l'orchestration, la fabrication, l'amplification et la diffusion de la désinformation politique sur le gamsey. Souvent, les récits relayés sur les réseaux sociaux ont largement dominé le discours public, alimentant les médias de rue et dictant l'agenda des médias traditionnels.

Les allégations liées au gamsey ont souvent été associées à la politique électorale : par exemple, l'attribution de la responsabilité de la perte de sièges, la mobilisation des électeurs dans les communautés minières et la discréditation de personnalités politiques. Les dimensions de genre ont été exploitées à des fins politiques par les camps pro et anti, qui ont utilisé différents récits pour faire valoir des arguments favorisant soit l'opposition, soit le parti au pouvoir.



Cette étude démontre la nécessité d'éduquer les citoyens et le rôle que jouent les citoyens éduqués dans la défense de la démocratie, car l'ignorance de ce qui constitue une exploitation minière légale ou illégale peut être utilisée comme une arme pour obtenir un avantage politique.

Se pose également la question des effets environnementaux de ces deux types d'exploitation minière. De même, la question de



savoir qui en tire profit en termes de bénéfices d'une part, et de salaires d'autre part, est éclipsée par les termes prédominants du débat.

Conclusion et recommandations

Le gamsey est à la fois un enjeu technique, environnemental et économique, et un thème de campagne très sensible, car il touche aux préoccupations des électeurs (eau, emplois, terres) et aux critiques de la gouvernance. Lorsque la désinformation s'immisce dans un sujet aussi crucial, comme l'ont montré les élections de 2024 au Ghana, elle peut saper la confiance dans les institutions publiques (telles que le système de régulation des médias et les institutions démocratiques comme la commission électorale). Cette étude propose plusieurs pistes d'action :

Toutes les parties prenantes devraient mettre en commun leur expertise afin de renforcer l'écosystème de l'intégrité de l'information pendant les élections. Cela nécessite une formation continue des professionnels des médias, des influenceurs sur les réseaux sociaux, des citoyens et

d'autres acteurs clés aux techniques de vérification des faits et, de manière générale, à la culture médiatique, à l'information et à la culture numérique.

Les gouvernements devraient accorder une attention bien plus grande à la promotion de l'éducation aux médias, à l'information et au numérique, et mettre en œuvre des politiques appropriées en matière d'intégrité de l'information.

Les électeurs et les acteurs de la société civile devraient faire preuve d'un certain scepticisme face aux allégations et remettre en question l'utilisation des images et l'attribution des responsabilités.

Les géants de la technologie devraient investir davantage dans des partenariats, en particulier avec des vérificateurs de faits locaux réputés, et accorder une plus grande place à la vérification des faits sur leurs plateformes de réseaux sociaux. Il est nécessaire d'investir dans des traducteurs automatiques et des traducteurs locaux.

Les médias devraient soutenir la capacité des rédactions à vérifier les faits, en particulier lors des débats télévisés en direct et des émissions avec appels téléphoniques, et renforcer la capacité des journalistes à faire face à la désinformation pendant les périodes sensibles telles que les périodes électorales.

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

Les données de GSMA Intelligence (2025) indiquent que 38,3 millions de Ghanéens disposent d'une connexion mobile active et que 24,3 millions utilisent Internet, ce qui représente un taux de pénétration en ligne d'environ 70 %. Les femmes ghanéennes (59 %) sont moins susceptibles que les hommes (65 %) de posséder des appareils connectés à Internet, d'utiliser Internet, d'accéder aux services publics en ligne ou d'effectuer des paiements numériques (GSMA, 2023). Au Ghana, plus de neuf internautes sur dix utilisent un téléphone mobile pour accéder à Internet, 58 % des hommes y accédant exclusivement via leur mobile, contre 75 % des femmes. Le rapport met également en évidence une disparité dans l'utilisation de l'Internet mobile entre les femmes vivant en milieu rural (46 %) et celles vivant en milieu urbain (64 %).

Les chiffres de DataReportal (2025) estiment à 7,95 millions le nombre d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux (42,7 % de femmes, 57,3 % d'hommes) ; YouTube compte 7,81 millions d'utilisateurs (46,8 % de femmes, 53,2 % d'hommes) ; 7,95 millions sur Facebook (41,1 % de femmes, 58,9 % d'hommes) ; 2,15 millions sur Instagram et 1,21 million sur X (20,9 % de femmes, 79,1 % d'hommes).

Afin de relever les défis liés à la désinformation, le gouvernement ghanéen a mis en place plusieurs mesures et initiatives proactives : la loi de 2019 sur le droit à l'information, le Mécanisme coordonné pour la sécurité des journalistes (CMSJ), le Programme de renforcement des capacités des médias (MCEP), le site web GhanaToday, des programmes d'éducation aux médias, le projet de plan d'action national, les dispositions légales de la loi de 2008 sur les communications électroniques et la loi de 1960 sur les infractions pénales.



38,3 millions
Connexions mobiles
cellulaires



24,3 millions
Les internautes



70%

Pénétration d'Internet



7,95 millions
Utilisateurs actifs
des médias sociaux



1.3

CARTOGRAPHIE DU DÉSORDRE DE L'INFORMATION AU BÉNIN : ANALYSE DES DYNAMIQUES, DES IMPACTS, DES ACTEURS ET DES RÉPONSES STRATÉGIQUES

Prof. Gbétohou G. Wenceslas Mahoussi, Maître-Assistant des Universités du CAMES en sciences de l'information et de la communication, Bénin

Les enjeux

Le Bénin connaît une forte présence de fausses informations, principalement dans le contexte de crises ou de tensions socio-politiques, telles que la période précédant les élections de 2026, les questions de sécurité, les réformes controversées et les arrestations de personnalités publiques et politiques. Ces contextes, marqués par l'incertitude, l'émotion et la polarisation, sont propices à la diffusion de contenus faux, trompeurs ou manipulés.

Les récits dominants mis en évidence par cette recherche mobilisent la peur, la colère, la méfiance ou l'indignation et s'ancrent principalement dans des thèmes politiques, sécuritaires, identitaires et religieux.

Les grands récits en jeu

Les principaux sujets observés au cours de la période d'étude, entre janvier et juillet 2025, ont été la tentative de coup d'État contre le président Patrice Talon en janvier 2025, la planification d'une opération militaire secrète à Parakou (Tourou) contre l'Alliance des États du Sahel (AES), les fausses déclarations attribuées à l'ancien ministre de la Défense et chef de l'opposition Candide Azannai en avril 2025, ainsi que les déclarations controversées d'un ancien ministre-conseiller en juin concernant l'approvisionnement en eau potable et l'électrification des localités.

Concernant la tentative de coup d'État de janvier 2025, des publications ont émergé sur des comptes de réseaux sociaux tels que « Chris Yapi TV News », un compte se présentant comme un lanceur d'alerte basé en Côte d'Ivoire. Il s'agissait de vidéos et de textes relayant des allégations de renversement militaire du président et de collaboration présumée avec l'Alliance des États du Sahel (AES). Ces contenus ont été largement partagés sur Facebook, TikTok et YouTube. Malgré l'absence de preuves,

ces allégations se sont rapidement propagées, suscitant l'indignation et le rejet du public dans des commentaires quasi unanimes, quel que soit le sexe.



L'effet immédiat a été une forte mobilisation critique, accompagnée d'inquiétudes parmi les internautes, mais aussi parmi certains acteurs politiques et militaires.

Les discours ont largement exploité des émotions intenses telles que la peur, la colère et la méfiance pour susciter un engagement rapide et favoriser la viralité. Ils ont exploité des sujets sensibles tels que la politique, l'identité ou la sécurité pour trouver un écho immédiat auprès du public, alimentant ainsi la suspicion ou la division.

Les récits politiques étaient particulièrement répandus en ce qui concerne les élections, et

se traduisaient par de la propagande ou des attaques personnelles entre adversaires politiques. La caractéristique dominante consiste à discréditer un adversaire ou à renforcer une position, par le biais de commentaires sur une question communautaire ou ethnique qui incitent à la haine. Les discours de désinformation à caractère politique et liés aux élections visaient également à délégitimer les institutions démocratiques. Cela s'appuyait sur des accusations non fondées de fraude électorale, des attaques répétées contre la Commission électorale nationale indépendante, la Cour constitutionnelle ou la Cour suprême, ainsi que la diffusion de rumeurs sur la légitimité ou la vie privée des dirigeants et de leurs adversaires.

Une grande partie de ces discours dépeignent les élites, l'État ou les puissances étrangères comme des oppresseurs, établissant ainsi une opposition binaire entre eux et « le peuple ». Selon un participant à un groupe de discussion : « Ils opposent souvent un oppresseur [présenté comme] l'État, les élites ou l'Occident à un peuple victime. » Ils sont perçus comme exacerbant la méfiance des citoyens et rendant plus difficiles le dialogue démocratique et la recherche de consensus autour des politiques publiques. Des annonces alarmistes faisant état de pénuries, d'augmentations de prix ou d'effondrement économique, ainsi que de fausses promesses d'aide publique ou de subventions. Ce contenu détourne l'attention des citoyens des questions essentielles de développement et crée une surcharge cognitive qui entrave l'analyse rationnelle des faits. Ces récits prétendent mettre en lumière une vérité « cachée » ou cherchent à stigmatiser une communauté ou un genre.

Il existe également des contenus liés aux questions de terrorisme dans le nord, ceux qui les diffusent cherchant à gagner en influence. Cela s'inscrit dans un contexte où de nombreuses rumeurs naissent du silence des autorités, d'une gestion opaque des affaires, de

restrictions des droits de l'homme et d'une expression non réglementée. Ce discours se manifeste par de fausses alertes, l'exagération ou l'invention d'événements violents, en particulier dans le nord du pays, ou l'attribution erronée d'actes à des groupes politiques ou étrangers. De tels contenus peuvent affecter les populations locales, les autorités territoriales, les forces de sécurité et les acteurs économiques, générant peur, panique et désorganisation.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Les acteurs impliqués sont divers, allant des producteurs intentionnels (acteurs politiques, influenceurs, cyberactivistes) aux intermédiaires involontaires que sont les citoyens ordinaires. Les acteurs de la réponse (journalistes, vérificateurs de faits, société civile, régulateurs) disposent de moyens insuffisants compte tenu de l'ampleur du phénomène. Les impacts perçus sont significatifs, notamment en termes de méfiance envers les institutions, de polarisation sociale et d'atteinte à la qualité du débat démocratique, avec une vulnérabilité accrue de certains groupes sociaux, en particulier les jeunes, les femmes et les populations rurales.

Les réponses aux défis

Les réponses à la désinformation sont limitées et parfois inefficaces en raison de leur visibilité insuffisante, d'une coordination limitée et du risque que certaines d'entre elles font peser sur la liberté d'expression. Ces réponses s'appuient sur une combinaison de cadres juridiques, de mesures réglementaires, de vérification des faits et d'initiatives en matière d'éducation aux médias, à l'information et à la culture générale.

En ce qui concerne le prétendu coup d'État contre le président, des acteurs de la lutte contre la désinformation, notamment le porte-parole du gouvernement, des journalistes professionnels, des organisations de la société civile, des vérificateurs de faits, des universitaires et des autorités de régulation, ont tenté d'en limiter les effets. Cependant, ils ne disposaient pas de ressources suffisantes à la mesure de l'ampleur du phénomène.

Bien que le gouvernement affirme s'engager à créer un environnement propice au développement de l'éducation des citoyens en matière d'information, de numérique et de médias, les efforts ne profitent souvent qu'à ceux qui sont connectés, laissant de côté tous ceux qui sont éloignés du système scolaire ou qui vivent dans des conditions précaires. Parallèlement, un discours de glorification de l'État et des « grands projets » se développe, présentant les réalisations du gouvernement sous un jour excessivement positif tout en passant sous silence les limites ou les controverses. Relayé sans esprit critique par certains médias et influenceurs pro-gouvernementaux, ce discours façonne les perceptions du public parmi les partisans politiques, les fonctionnaires et les citoyens peu exposés à des sources d'information pluralistes.

Comme l'ont souligné les groupes de discussion, on s'inquiète du fait que la plupart des solutions proposées ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes ou des hommes. Certaines initiatives de vérification des faits intègrent une approche sensible au genre, comme le bureau spécialisé RoundCheck lancé en octobre 2024 pour lutter contre la désinformation liée au genre, en collaboration avec Naija Feminist Media.

Analyse

Une part importante de la population peine à accéder au monde numérique. Cette situation est exacerbée par un réseau électrique fragile (couverture de 55,1 %), en particulier dans les zones rurales, ce qui creuse la fracture numérique et empêche un accès équitable aux médias et à l'éducation aux médias, alors même que les campagnes de sensibilisation sont principalement menées sur des plateformes numériques. Dans ce contexte, la désinformation est perçue comme étant plus accessible que l'information officielle.

Malgré une diversification de l'offre médiatique en ligne, les médias traditionnels restent essentiels pour l'accès à l'information. Les données d'Afrobarometer indiquent que la radio reste la principale source d'information quotidienne (46,3 %), devant les réseaux sociaux (33 %) et la télévision (21,4 %), tandis que la presse écrite ne touche qu'une faible proportion (8 %) du public (2024).

46,3% Informations radio Accès	21,4% Télévision Accès à l'information
33% Médias sociaux Accès à l'information	8% Médias imprimés Accès à l'information

Ainsi, une part importante de la population reste en marge de l'espace informationnel en ligne. Il s'ensuit que la désinformation existe et a des effets, mais son impact varie selon les groupes sociaux, les territoires, les canaux de diffusion et les niveaux d'exposition.

Le manque de culture informationnelle affaiblit la capacité du public à distinguer le vrai du faux, tandis que la prolifération des réseaux sociaux, l'anonymat en ligne, la quête de viralité et la présence d'acteurs non professionnels (influenceurs, blogueurs, pseudo-journalistes) créent un climat où la vérification est reléguée au second plan.

De plus, en raison de l'analphabétisme et du faible niveau d'éducation, de nombreuses personnes ont du mal à distinguer les faits vérifiés des rumeurs, les sources fiables de la manipulation. Plus de 40 % des femmes au Bénin âgées de 15 à 34 ans n'ont jamais été scolarisées. Les femmes sont donc exposées aux conséquences du désordre de l'information par le biais de rumeurs non confirmées sur la santé reproductive et de désinformation sur la violence sexiste. Les femmes sont souvent la cible de désinformation misogyne, en particulier celles qui sont engagées en politique ou qui occupent des postes à responsabilité. Elles sont principalement visées par des contenus de nature sexiste, stigmatisante ou trompeuse.



Ces tendances et ce manque de connaissances rendent les citoyens vulnérables aux informations douteuses.

Certains tombent dans le piège de la diffusion de fausses informations car ils ne disposent pas du recul nécessaire lorsqu'ils reçoivent ces informations. Dans l'ensemble, ces discours touchent particulièrement les jeunes, les populations fortement connectées aux réseaux sociaux et les groupes socialement vulnérables. Leur coexistence et leur diffusion contribuent à la polarisation sociale, à l'érosion de la confiance dans les institutions et à l'affaiblissement du débat public au Bénin.

Conclusion et recommandations

La désinformation au Bénin est un phénomène structurel et contextuel, qui s'intensifie principalement lors de périodes de crises sociopolitiques et sécuritaires, où l'incertitude, l'émotion et la polarisation facilitent la propagation de contenus trompeurs. Elle trouve largement ses racines dans un environnement numérique caractérisé par une réglementation limitée, une faible éducation aux médias et une

implication significative d'acteurs de l'information non professionnels. Les discours dominants, largement émotionnels et polarisants, sont construits pour influencer l'opinion publique, légitimer les positions de pouvoir ou délégitimer les opposants. Leur viralité repose principalement sur les formats audiovisuels et l'utilisation intensive des plateformes numériques, en particulier WhatsApp et Facebook. Dans ce contexte, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

Les décideurs politiques devraient mettre à jour le code numérique en y intégrant des règles qui renforcent la lutte contre la désinformation sans criminaliser la critique légitime ni porter atteinte à la liberté d'expression. Ils devraient également améliorer la transparence et la communication avec le public, et élaborer des protocoles de réponse efficaces et rapides aux rumeurs et aux fausses informations pendant les périodes sensibles (élections, crises), ainsi que créer des outils simples et anonymes permettant aux citoyens de signaler facilement les problèmes. Plus largement, ils devraient renforcer l'éducation aux médias et à l'information dans les langues locales en l'intégrant dans les programmes scolaires et universitaires, et étendre la couverture de l'électricité et de l'accès à Internet aux zones rurales.

Les acteurs de la société civile devraient promouvoir des initiatives d'éducation aux médias et à l'information adaptées aux jeunes, aux femmes et aux communautés rurales, ainsi que mobiliser les leaders communautaires, religieux et traditionnels pour qu'ils servent de relais de sensibilisation à l'information fiable. Il est également nécessaire de promouvoir des récits inclusifs et fondés sur les droits pour contrer les contenus mensongers, les discours de haine et les discours polarisants, ainsi que de recenser les formes spécifiques de désinformation ciblant les femmes, les

journalistes, les militants et les créateurs de contenu, et de leur apporter un soutien.

Les plateformes devraient mettre au point des mécanismes de détection des contenus problématiques dans les langues locales et les formats audiovisuels, et mener des évaluations des risques pour les droits humains afin d'anticiper les menaces

graves pesant sur l'intégrité de l'information et de mettre en place des mesures d'atténuation. Elles devraient accroître la visibilité des contenus vérifiés et des sources fiables en période de crise, et mettre à disposition des données anonymisées pour la recherche sur la désinformation, dans le respect des normes et des lois relatives à la protection des données personnelles.



4,71 millions
Les internautes



67,8%
Population hors ligne

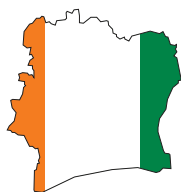


2,40 millions
Utilisateurs actifs
des médias sociaux

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

Au Bénin, 4,71 millions de personnes utilisaient Internet au début de l'année 2025. Plus de 9 millions de personnes au Bénin n'utilisaient pas Internet au début de l'année 2025, ce qui suggère que 67,8 % de la population restait « hors ligne » au début de l'année. Parmi ces utilisateurs, plus de 2,40 millions utilisaient les réseaux sociaux, dont 38,1 % étaient des femmes, tandis que 61,9 % étaient des hommes. Les réseaux sociaux les plus utilisés sont WhatsApp, Facebook, YouTube, Instagram, LinkedIn, Twitter et des applications émergentes comme TikTok.

La gouvernance et la régulation de l'espace de l'information et des droits numériques sont assurées par les trois principaux acteurs suivants : les acteurs étatiques (ministère des Affaires numériques et de la Numérisation, Agence des systèmes d'information et du numérique, Centre national des enquêtes numériques, Assemblée nationale, Agence pour le développement de la Cité internationale de l'innovation et du savoir « Sèmè City », Société béninoise d'infrastructures numériques) ; les autorités de régulation (Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ; Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes ; Autorité de Protection des Données à caractère Personnel) ; acteurs non étatiques (Forum sur la Gouvernance de l'Internet, Club des Directeurs des Systèmes d'Information, SPACETEL BENIN, MOOV AFRICA BENIN, ISOCEL, STARLINK, Internet Society Benin).



1.4 COMPRENDRE LE DÉSORDRE DE L'INFORMATION EN CÔTE D'IVOIRE : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, DES DYNAMIQUES ET DES RÉPONSES STRATÉGIQUES

Dr Moussa Diop, maître de conférences et chercheur au CESTI-UCAD, Dakar, Sénégal.

Les enjeux

En Côte d'Ivoire, dans le contexte préélectoral, l'intégrité de l'information a été compromise par une forte polarisation politique, des tensions

identitaires et une crise de confiance envers les médias et les institutions publiques. Cette situation s'inscrit dans le contexte des conflits liés aux élections de 2010, qui ont fait environ 3 000 morts, et soulève des questions persistantes concernant la réconciliation nationale et la prise de conscience des risques réels liés aux discours de haine. Ces défis perdurent au-delà des élections présidentielles d'octobre 2025.

Dans l'ensemble, le désordre de l'information dans le pays s'articule autour d'acteurs internes et externes, de stratégies coordonnées et de discours très clivants. Ceux-ci se concentrent sur la légitimité des élections et les changements géopolitiques dans les pays voisins. Dans ce contexte, la désinformation circule via un système multicanal combinant des médias traditionnels politisés, des plateformes numériques (Facebook, TikTok, X, Instagram) et des espaces physiques.

Les grands récits en jeu

On peut identifier trois récits dominants :

- un récit politique dénonçant la légitimité de la candidature du président sortant Alassane Ouattara à un troisième mandat effectif ;
- un récit identitaire qui ravive la question de la nationalité (via l'identité ivoirienne et l'ethnisation des compétitions électorales) ;
- et un récit géopolitique fondé sur un discours panafricaniste et anti-occidental dans un contexte de régimes issus de coups d'État récents au Sahel et dans d'autres pays.

Le discours politico-électoral tend à discréditer les institutions politiques et judiciaires impliquées dans l'organisation et la mise en œuvre des règles de la compétition électorale.

Le discours social et identitaire s'accompagne d'une résurgence des discours de haine visant les « Dioula » – soi-disant étrangers, prétendument originaires du Mali ou du Burkina Faso. Il s'agit d'individus résidant dans le nord, et de la communauté ethnique Don't

Ouattara serait issu. Le discours géopolitique est régulièrement relayé par les partisans présumés de l'ancien président Laurent Gbagbo, des groupes autoproclamés panafricanistes, pro-russes et anti-impérialistes, en particulier les partisans de l'Alliance des États du Sahel (AES).



Les données quantitatives montrent par exemple que, pendant la période étudiée, la catégorie « identité ivoirienne » a généré

1 026 publications sur Facebook

qui ont recueilli

1,8 million de « j'aime »

ce qui témoigne d'un niveau d'engagement significatif sur le sujet.

Historiquement associée à la crise politique et identitaire des années 1990 et 2000, l'ivoirité a refait surface dans la sphère numérique comme un répertoire mobilisateur polyvalent, utilisé à la fois pour légitimer certaines revendications et pour délégitimer les opposants politiques. Son pouvoir d'attraction reflète une « émotionnalisation » du débat public, où l'identité nationale devient un instrument de polarisation au service d'acteurs partisans et d'entrepreneurs d'influence.

Le terme « Dioula(s) » arrive en deuxième position en termes d'engagement, avec environ 1,3 à 1,4 million de « j'aime » sur Facebook. Il renvoie à des tensions ethnopolitiques persistantes, souvent liées à la perception d'une domination politique ou économique supposée attribuée aux populations du nord ou associées au parti au pouvoir. Ce discours fait écho à celui de l'identité ivoirienne : alors que l'identité ivoirienne



marque la frontière entre inclusion et exclusion nationales, la catégorie « Dioula » fonctionne comme un moyen de différenciation interne, alimentant les conflits ethniques et étant exploitée par plusieurs groupes.

En référence à l'ancien président Laurent Gbagbo, opposant historique de Ouattara, le mot « Gbagbo » apparaît dans environ 500 publications Facebook et recueille environ 700 000 « J'aime » sur Facebook.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Les acteurs externes dans la contestation de l'information comprennent des individus, des groupes, des structures ou des institutions opérant en dehors de la Côte d'Ivoire, et dont les actions ont des effets concrets sur la sphère publique et politique du pays. Cela inclut des cyberactivistes de la diaspora, proches de l'idéologie panafricaniste, et des partisans des pays de l'Alliance des États du Sahel. C'est le cas, par exemple, de Maï la Guêpe (vraisemblablement Maimouna Camara, de son vrai nom), qui se présente dans ses vidéos et sur ses comptes comme une citoyenne burkinabé résidant apparemment aux États-Unis, et qui revendique ouvertement des positions en faveur des pays de l'Alliance des États du Sahel, tout en étant pro-russe, anti-française et anti-Ouattara.

Depuis l'étranger, ces acteurs lancent et coordonnent des campagnes de désinformation stratégiques de grande envergure. On observe également, en Côte

d'Ivoire, la présence d'organisations ivoiriennes qui se positionnent comme des partisans de la Russie et qui cherchent à nouer de nouvelles alliances géopolitiques et internationales pour le pays. Il existe donc une interconnexion entre les acteurs nationaux et internationaux.



De nombreux cyberactivistes en ligne utilisent des surnoms, des sobriquets ou des pseudonymes qui peuvent révéler leur attachement à un camp ou à une cause.

Ces groupes semblent organisés ou coordonnés, dans la mesure où ils utilisent la même terminologie et le même ton dans les messages qu'ils véhiculent et les contenus qu'ils diffusent, et opèrent également dans le même laps de temps. Ils génèrent des contenus hautement émotionnels et à diffusion rapide, souvent orientés vers le conflit, trompeurs ou inventés de toutes pièces.

Les militants en ligne qui sont plus proches des dynamiques partisans traditionnelles exploitent les divisions historiques en mettant l'accent sur une dimension identitaire. Les influenceurs qui jouissent d'une forte légitimité sociale auprès des jeunes contribuent à la diffusion massive de catégories identitaires polarisantes (identité ivoirienne, Dioula), diffusant à plus grande échelle les représentations initialement produites dans

les cercles militants ou extrémistes.

En raison d'une polarisation marquée et d'un fort biais idéologique, le paysage médiatique est fragmenté entre des médias favorables à certaines figures politiques, ou entre des médias pro-gouvernementaux et pro-opposition. En effet, les lignes éditoriales et les titres sont colorés dès les kiosques : la couleur verte désigne les médias proches du gouvernement, et le bleu ceux proches de l'opposition. Parallèlement, la prolifération de médias en ligne « faux » tels que Zone Presse, Boush de Côte d'Ivoire et Cash Ivoire alimente la production massive de contenus partisans et polarisants.

Des acteurs masculins et féminins participent activement à la désinformation, plusieurs femmes de premier plan étant impliquées dans la contestation, tantôt en tant qu'auteurs, tantôt en tant que victimes de désinformation et d'allégations d'inconduite sexuelle.

Réponses aux défis

Il existe des politiques publiques visant à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information (EMI) et à lutter contre la désinformation, ainsi qu'une multitude d'initiatives non gouvernementales. Des partenariats institutionnels ont été mis en place entre les médias, les groupes de la société civile et les organisations de vérification des faits (telles que la GlZ, AfricaCheck, le CAFN, etc.).

Ces partenariats se concentrent sur la formation des journalistes à la vérification des faits et, dans certains cas, permettent également la création de plateformes de vérification des faits destinées aux journalistes. Par exemple, le 29 novembre 2023, à Abidjan, le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) a présenté son propre logiciel de vérification des faits. Baptisé « La Trousse », il a été financé par l'OIF et développé en partenariat avec le média français « Les Surligneurs ».

Ce logiciel aide les journalistes à vérifier, rédiger et publier leurs articles.

Afin de sensibiliser le public aux questions liées à la désinformation, le gouvernement a mis en place des services et des initiatives tels que la Plateforme de lutte contre la cybercriminalité (PLCC) et la campagne EnLigneTousresponsables. Ces initiatives comprennent des activités de sensibilisation hors ligne et en ligne impliquant les communautés.

Le principal défi réside dans le manque de cohérence, d'indépendance, de neutralité et de soutien technique dont disposent les acteurs indépendants pour lutter contre la désinformation à grande échelle.

Conclusion et recommandations

Les trois récits, à savoir ceux portant sur la légitimité électorale, l'identité et le positionnement géopolitique, ne s'excluent pas mutuellement mais se recoupent souvent. Le discours met ainsi en avant l'un ou plusieurs de ces thèmes. L'héritage qu'ils laissent au pays porte atteinte à la confiance institutionnelle, à la cohésion sociale et au dialogue, ainsi qu'à l'unité nationale. À la lumière de ces observations, voici nos recommandations :

Les responsables gouvernementaux devraient lutter contre les désordres de l'information et les contenus qui violent les droits humains, tels que le droit à la paix, à la sécurité et à la diversité des identités culturelles. L'État doit s'engager à préserver les droits humains, en particulier la liberté d'expression et la liberté de manifestation politique, et s'engager ainsi à une plus grande transparence dans ses actions visant à réglementer les médias et l'espace numérique.

Toutes les parties prenantes devraient coopérer en vue de créer une entité administrative reconnue et légitime réunissant les médias, les organisations de la société civile concernées et l'État afin de mettre en place un observatoire. Celui-ci servira de laboratoire scientifique, mais aussi de lieu permettant de proposer des mesures appropriées et harmonisées aux parlementaires, aux responsables gouvernementaux, aux acteurs de la société civile et aux forces de l'ordre.

Les acteurs de la société civile, les journalistes et les spécialistes devraient développer des campagnes locales via les

radios communautaires (à moyen terme), les autorités traditionnelles et les espaces communautaires physiques tels que les « grins ». Ils devraient promouvoir des « ambassadeurs de l'intégrité ». En tant que relais communautaires formés aux questions d'intégrité de l'information et à la prolifération des discours de haine, ces acteurs pourraient encourager les forums de discussion citoyens sur les réseaux sociaux et ailleurs afin de sensibiliser à la culture démocratique et à la préservation d'un espace numérique pacifique.

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

Les statistiques disponibles indiquent que 99 % des foyers ivoiriens possèdent un téléphone portable et que 17,9 millions de personnes, sur une population estimée à 29,24 millions d'habitants, disposent d'un tel appareil. On observe toutefois une faible utilisation dans certaines zones rurales, ainsi que des disparités entre les sexes. En janvier 2024, la Côte d'Ivoire comptait 11,23 millions d'internautes. Selon le rapport Digital 2024, environ 7 millions d'Ivoiriens sont actifs sur les réseaux sociaux. Facebook domine le paysage des réseaux sociaux avec 7 millions d'utilisateurs actifs, tandis que WhatsApp est également très utilisé.

Entre 2021 et 2025, plusieurs mesures de gouvernance ont été mises en place. La Stratégie nationale de cybersécurité (adoptée en décembre 2021) met l'accent sur la protection du cyberspace, le renforcement de la confiance numérique, ainsi que la coopération internationale. Le Département de la confiance numérique et de la cybersécurité (août 2022) a pour objectif de coordonner les actions et de servir de point de contact national. En 2024, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a été créée, une nouvelle organisation nationale dédiée à la cybersécurité dans le pays.



99%

Les ménages possèdent un téléphone portable



11,23 millions

Les internautes



7 million

Utilisateurs actifs des médias sociaux



1.5

COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCOSYSTÈME MÉDIATIQUE SÉNÉGALAIS : ENTRE DÉSINFORMATION, POLARISATION ET QUÊTE DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

Dr Yacine Diagne – Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Centre d'études en sciences et technologies de l'information.

Les enjeux

Au Sénégal, la désinformation s'inscrit dans un écosystème marqué par la polarisation partisane, une profonde crise de confiance dans les institutions et la course à l'audience. Cela donne lieu à trois registres. Le premier consiste à identifier les voix qui font partie du « système » – principalement les institutions existantes, les élites politiques et les médias. Le deuxième est un registre « antisystème » marqué, qui utilise des termes tels que « peuple », « vérité » et « souveraineté » pour légitimer la contestation et la disqualification des institutions. Le troisième consiste en des marqueurs nationalistes ou identitaires opposant « nous » à « eux », activés pour renforcer l'exclusion symbolique de l'adversaire et accentuer la polarisation.

Ce rapport couvre la période allant de la pré-campagne à l'après-campagne de l'élection présidentielle de 2024, durant laquelle on a assisté à une prolifération des sources de désinformation et à une porosité croissante entre la production de contenu professionnelle, l'expression citoyenne et les stratégies d'influence.

Quatre grandes catégories de discours structurent la production et la circulation des fausses informations : les contenus diffusés sur les réseaux sociaux, les contributions de chroniqueurs partisans et de journalistes partiaux, les discours des acteurs politiques et les contributions des citoyens-utilisateurs.

Grands récits

Les contenus trompeurs observés de janvier 2024 à mars 2024 portaient principalement sur des questions politiques, en particulier la légitimité des institutions, la transparence des processus électoraux et l'intégrité des personnalités publiques. Ils comprenaient des accusations infondées de fraude, de manipulation ou de dépendance vis-à-vis d'intérêts étrangers, créant une opposition entre des acteurs qualifiés de « faisant partie du système » et des positions « antisystème » prétendant parler au nom du « peuple ». De nombreuses allégations trompeuses reposent sur des dénonciations calomnieuses, des accusations de corruption et de mauvaise gouvernance, s'appuyant sur des contenus sortis de leur contexte ou recontextualisés afin de déformer les faits.

Certains discours mobilisent une rhétorique nationaliste ou identitaire, construisant un « eux » désigné comme des étrangers ou des groupes perçus comme des alliés du système. Un discours émotionnel a dominé. L'indignation, la peur ou la haine ont été utilisées pour mobiliser l'opinion publique, par exemple parmi les jeunes et les populations défavorisées, plutôt que des arguments rationnels.

L'effet cumulatif de ces dynamiques est une polarisation accrue de l'opinion publique, une méfiance envers les institutions et les médias d'information, ainsi qu'un affaiblissement de la cohésion sociale et du débat démocratique.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Discours sur les réseaux sociaux

Les contenus diffusés sur les réseaux sociaux se caractérisent par une forte charge émotionnelle, un ton souvent sensationnaliste et une très grande capacité de viralité. Conçus pour susciter des réactions immédiates et capter l'attention, ils contribuent fréquemment à polariser l'opinion publique. En raison de sa diffusion rapide et de l'absence de contrôle éditorial, ce discours favorise la confusion, facilite la circulation d'informations non vérifiées et amplifie la propagation de fausses informations.

Les réseaux sociaux et les groupes WhatsApp constituent des canaux majeurs de propagation virale des rumeurs. Leur nature semi-publique et l'absence de contrôle éditorial renforcent la diffusion spontanée, émotionnelle ou involontaire de contenus trompeurs. Les influenceurs, notamment les youtubeurs, jouent également un rôle significatif dans la propagation de la désinformation. La quête d'audience et la logique du contenu viral encouragent la diffusion de messages sensationnalistes ou simplistes.

Discours des chroniqueurs partisans et des journalistes partiaux

Les sources traditionnelles bénéficient d'un niveau de confiance plus élevé. Cependant, certaines rédactions restent exposées à des pressions politiques ou économiques, ce qui peut conduire à des reportages biaisés ou partiaux. Ces interventions se caractérisent par un ton assertif, souvent polémique, et une orientation politique clairement affichée. Elles visent à promouvoir un camp particulier, à influencer l'opinion publique ou à renforcer certaines convictions idéologiques. En adoptant des positions tranchées et en mêlant analyse et militantisme, ce type de discours alimente la polarisation médiatique et contribue à affaiblir la confiance dans les médias perçus comme neutres ou indépendants.

Discours des acteurs politiques

La communication politique repose largement sur un registre binaire opposant les camps « pour » et « contre ». Cette stratégie vise à délégitimer l'adversaire, à mobiliser les partisans et à imposer une interprétation manichéenne des enjeux nationaux. En simplifiant à l'extrême des questions complexes et en privilégiant la confrontation émotionnelle, ce discours contribue à la radicalisation du débat public et renforce la polarisation politique.

Discours des citoyens ordinaires et des utilisateurs

Les citoyens ordinaires contribuent à la dynamique de la désinformation par un discours narratif, participatif et souvent identitaire. En partageant, commentant ou réinterprétant des

contenus, ils expriment leur allégeance à un camp particulier et renforcent certains récits partisans. Leur engagement sert à amplifier la propagation de la désinformation et consolide la circulation de représentations biaisées dans la sphère publique. La plupart des observateurs considèrent la propagation de fausses informations comme un phénomène spontané, diffus ou individuel plutôt que comme le résultat d'opérations coordonnées. Une partie de la diaspora participe à la diffusion de récits alternatifs via les réseaux sociaux. Ces discours externes renforcent les divisions internes et accentuent la polarisation du débat public.



Manipulation visuelle et contenu vira

Le contenu visuel est considéré comme le principal vecteur de désinformation. Cela inclut des images détournées ou hors contexte, ainsi que des vidéos tronquées, remontées ou replacées dans un nouveau contexte afin de renforcer des discours partisans.



Fausse déclarations d'acteurs politiques

Cela inclut la manipulation statistique, les discours polarisants et émotionnels visant à légitimer certaines positions ou à discréditer les opposants, ainsi que les discours de haine. Manipulation des données : des chiffres tronqués (nombre de personnes inscrites sur les listes électorales, nombre de parrainages) ou sortis de leur contexte ont été utilisés pour légitimer ou discréditer certaines positions politiques. On trouve également des contenus qui accentuent les divisions politiques, sociales ou générationnelles, structurant le débat en camps opposés. Des rumeurs à caractère ethnique ou identitaire s'ajoutent à ce mélange.



Théories du complot et fausses citations

Des complots et des rumeurs ont émergé, renforçant la méfiance envers des institutions telles que le Conseil constitutionnel. Parmi les pratiques les plus répandues figuraient les fausses déclarations, telles que la vente de barils de pétrole à des entreprises étrangères, attribuées au président sortant, Macky Sall, et par extension à son candidat, Amadou Bâ. Celles-ci ont été utilisées pour induire l'opinion publique en erreur quant à leurs positions et contribuer à leur délégitimation.

Réponses aux défis

Les initiatives existantes de lutte contre le désordre de l'information, qu'elles soient citoyennes, institutionnelles ou médiatiques, témoignent d'une réelle mobilisation, mais restent hétérogènes et insuffisamment structurées. Les chroniqueurs des médias traditionnels et des plateformes numériques, qui jouent un rôle central dans l'animation du débat public, apparaissent dans ce contexte comme des acteurs ambivalents : ils sont à la fois la cible de manipulations et parfois les relais involontaires de contenus non vérifiés.

Les initiatives de vérification des faits au Sénégal visent à corriger les fausses informations et à renforcer l'esprit critique. Malgré des méthodes rigoureuses, leur impact reste limité par la vitesse à laquelle les contenus numériques circulent et par la polarisation du débat public. Parmi ces organisations figurent I-Check, qui encourage la vigilance citoyenne ; Soleil Check, rattaché au journal Le Soleil, perçu comme proche du gouvernement ; et Africa Check, qui applique un modèle professionnel de vérification systématique tout en jouant un rôle éducatif. Toutes peinent à contrer la viralité des fausses informations et à surmonter les perceptions de partialité dans un contexte de méfiance généralisée.

Analyse

Les discours de désinformation au Sénégal présentent des caractéristiques communes :

- qui mobilisent les émotions pour influencer les perceptions et les comportements,
- une « » qui simplifie la réalité en oppositions binaires (« nous » contre « eux ») et renforce les divisions,
- une manipulation stratégique de l'information visant à imposer des agendas ou à générer de la viralité, en

brouillant la frontière entre critique légitime et désinformation, et en diffusant et amplifiant rapidement les messages grâce aux mécanismes algorithmiques des plateformes numériques.

L'effet cumulatif de ces dynamiques se traduit par une polarisation accrue de l'opinion publique, une méfiance envers les institutions et les médias, ainsi que par un affaiblissement de la cohésion sociale et du débat démocratique. Le discours numérique au Sénégal ne se limite donc pas à la diffusion de fausses informations : il façonne les perceptions collectives et influence le comportement des citoyens.

Conclusion et recommandations

Dans le contexte sénégalais, il est nécessaire de construire un espace public fondé sur l'intégrité de l'information, capable de soutenir un débat démocratique serein et éclairé. Afin de renforcer la confiance dans la sphère publique et d'améliorer la qualité de ce débat, plusieurs axes d'action complémentaires peuvent être envisagés :

Les décideurs politiques devraient réglementer la communication politique pendant les élections sans pour autant porter atteinte à la liberté d'expression de tous les acteurs. Ils devraient mettre en place une réglementation équilibrée des contenus politiques en ligne (parrainage, discours de haine, transparence algorithmique), tout en respectant la liberté d'expression. Ils devraient également déployer une éducation aux médias et à l'information dès l'école primaire et encourager les jeunes à participer à des initiatives locales pour une production médiatique responsable et la vérification de l'information (clubs de médias, plateformes citoyennes).

Les régulateurs devraient encourager les communicateurs à adopter des codes de

déontologie et de conduite professionnelle applicables, qui incluent les journalistes, les chroniqueurs et les producteurs de contenu numérique. Ils devraient mettre en place des ateliers de sensibilisation à la communication éthique et aux acteurs politiques publics. Il faudrait une meilleure coordination des actions des organismes de régulation (Direction de la communication), des organismes d'autorégulation (Conseil de l'observation des normes éthiques et professionnelles dans les médias, CORED) et des associations de journalistes (Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal, SYNPICS ; Conseil des diffuseurs et des éditeurs de presse du Sénégal, CDEPS, et Association des éditeurs et professionnels de la presse en ligne, APEL).

Les plateformes devraient privilégier les contenus neutres sur le plan émotionnel afin de réduire les biais émotionnels, d'encourager l'analyse critique et de créer un environnement d'apprentissage non polarisant. Une collaboration régulière

devrait s'instaurer entre les régulateurs et les plateformes afin d'améliorer la prévention, la détection et la modération des contenus problématiques grâce à des mécanismes de corégulation et de partage d'informations.

Les médias devraient mettre l'accent sur la transparence, la vérification des faits et la rigueur éditoriale. Il faudrait : renforcer la formation au journalisme ; responsabiliser les chroniqueurs et les influenceurs ; développer l'esprit critique au sein du public ; et s'engager politiquement en faveur d'une véritable indépendance des médias.

La société civile devrait reconnaître que la vérification des faits, bien qu'elle reste essentielle, est insuffisante pour endiguer la vague de désinformation. Les chercheurs devraient être promus en tant qu'acteurs neutres dans le débat public, et les universitaires mobilisés pour produire des analyses, soutenir les politiques publiques et renforcer le dialogue entre les responsables politiques, les médias et les citoyens.



112,42%

Pénétration d'Internet



16%

**La population rurale
a accès à Internet**



20,6%

**Utilisateurs actifs
des médias sociaux**

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

Le Sénégal affichait un taux de pénétration d'Internet de 112,42 % en 2024, mesuré par l'utilisation fréquente de plusieurs cartes SIM par personne. Une fracture numérique persiste : seules 16 % des populations rurales ont accès à Internet, les femmes rurales ayant 32 % moins de chances d'y avoir accès.

On estime que 20,6 % des internautes sont actifs sur les réseaux sociaux, principalement sur Facebook (70 %) et YouTube (45 %). TikTok atteint 30 %, principalement composé de jeunes, tandis que X représente 10 à 15 %. Le rapport DataReportal Digital 2024 montre que WhatsApp est utilisé par 85 % des citoyens sénégalais connectés. Les jeunes citadins, généralement francophones et ayant un bon niveau d'éducation, sont les plus familiarisés avec le numérique et les plus actifs sur les réseaux sociaux.

D'un point de vue institutionnel, le Sénégal a mis en place un cadre juridique relativement complet pour l'environnement numérique, notamment par le biais de lois sur la cybercriminalité, la protection des données personnelles et la réglementation des télécommunications. Cependant, l'application de ces lois reste ambiguë et parfois contestée.

Parmi les lois pertinentes en vigueur figure la loi sur la cybercriminalité (2008, révisée en 2016) qui criminalise l'accès illégal aux systèmes informatiques, l'usurpation d'identité et les contenus diffamatoires en ligne. Le Code des communications électroniques (2018) régit les télécommunications et la neutralité du net. La protection des données est couverte par la loi sur la protection des données à caractère personnel (2008). On observe une application insuffisante de la loi, mais aussi une instrumentalisation répressive : les lois sont utilisées pour poursuivre des militants, des journalistes ou des blogueurs, notamment au moyen d'accusations vagues (diffamation, trouble à l'ordre public). Des événements récents – arrestations de journalistes et de militants, blocage de plateformes, soupçons de surveillance électronique – montrent que la technologie peut être un outil de contrôle, de censure et de répression. Cette tension met en évidence un défi majeur pour la gouvernance numérique sénégalaise, qui doit concilier la promotion d'une transformation numérique inclusive avec le respect des droits fondamentaux, en particulier la liberté d'expression et le droit à la vie privée.



1.6

COMPRENDRE LE DÉSORDRE DE L'INFORMATION AU CAMEROUN : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, DES DYNAMIQUES ET DES RÉPONSES STRATÉGIQUES

Olga Elume, professionnelle de la communication et des réseaux sociaux, défenseure des droits humains, chercheuse

Les enjeux

Le paysage informationnel du Cameroun est devenu de plus en plus fragmenté et instable en raison des effets combinés de la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et de l'insurrection de Boko Haram dans l'Extrême-Nord. Ces conflits qui se chevauchent, associés aux restrictions de la liberté de la presse, à un faible niveau de culture numérique et à des inégalités socio-économiques généralisées, ont créé un environnement propice à la prolifération de la mésinformation et de la désinformation. Cela est particulièrement visible dans :

- La propagande liée aux conflits, utilisée par des acteurs étatiques et non étatiques pour façonner les récits, justifier la violence ou mobiliser des soutiens ;
- Des fractures socio-économiques et numériques, qui poussent les populations rurales et marginalisées vers des réseaux d'information fondés sur la rumeur ; et
- Des écosystèmes réglementaires et médiatiques fragiles, où la censure, le journalisme professionnel limité et le rétrécissement de l'espace civique réduisent l'accès à des informations crédibles.

Dans toutes les régions du pays, on observe une méfiance croissante à l'égard des médias traditionnels, souvent due à un sentiment de partialité, à la censure d'État ou à une couverture inégale des événements liés au conflit.

Les grands récits en jeu

Les récits politiques, les affirmations liées aux conflits et les contenus chargés d'émotion génèrent les niveaux d'engagement les plus élevés en ligne. La crise anglophone et les incidents sécuritaires ont été utilisés pour façonner les opinions, attribuer des responsabilités ou remettre en question les informations officielles en déformant le timing, l'ampleur ou les responsabilités.

Le discours selon lequel « le gouvernement cache la vérité » alimente une méfiance généralisée à l'égard des médias officiels, en particulier concernant la crise anglophone. De nombreux citoyens perçoivent les rapports officiels comme de la propagande qui minimise les pertes civiles ou présente les événements de manière à protéger la légitimité de l'État. Cette perception conduit à se tourner vers des sources alternatives telles que les pages

Facebook, les groupes WhatsApp et les blogs, qui manquent souvent de mécanismes de vérification.

De plus, les discours autour de la « victoire des séparatistes » et de la « puissance exagérée de Boko Haram » amplifient la peur et l'insécurité au niveau communautaire. Les vidéos, messages audio et publications diffusés via les réseaux de la diaspora surestiment fréquemment le contrôle territorial ou les succès sur le champ de bataille, alimentant la panique, les déplacements de population et la radicalisation des jeunes. Les rumeurs liées à l'identité, à l'ethnicité ou à la loyauté aggravent encore ces menaces. Des accusations de « trahison » ou de « collaboration » circulent sans preuve, en particulier pendant les périodes de forte tension telles que les élections, les confinements ou les opérations militaires.

Exemples d'allégations fausses et trompeuses.

Date / Période	Acteur / Source	Allégation	Verdict et remarques	Plateformes
15 janvier 2025	Publication anonyme sur Facebook	« Des soldats gouvernementaux ont tué 50 civils à Bamenda lors d'opérations. »	Faux : aucune vérification indépendante ; les rapports officiels et locaux confirment qu'il n'y a pas eu de telles pertes humaines.	Facebook / X
10 février 2025	Réseau séparatiste de l'Ambazonie / publication Facebook	« Les séparatistes ont pris le contrôle d'une base militaire entière à Lebialem. »	Faux : les bases sont restées sous le contrôle du gouvernement ; ces affirmations servent à remonter le moral et à favoriser le recrutement.	WhatsApp / Facebook
20 avril 2025	Influenceur (compte de la diaspora)	« Le Cameroun a perdu tous les sièges de la région anglophone lors des élections de 2025 en raison de l'échec du gouvernement. »	Faux : des pertes partielles ont eu lieu, mais la formulation exagère le résultat et simplifie les raisons.	Facebook / X

8 mai 2025	Communiqué de presse du gouvernement (diffusé en ligne)	« Toutes les opérations militaires menées dans les régions anglophones ont éliminé les menaces séparatistes. »	Faux : des conflits et des incidents sont toujours signalés par des sources indépendantes.	Site web du gouvernement / TV / Facebook
12 juin 2025	Groupe WhatsApp	« L'UNICEF confirme que des enfants des régions anglophones sont enlevés en masse par des séparatistes. »	Faux : aucune vérification de l'ONU ; affirmation utilisée pour attiser la peur.	WhatsApp
3 juillet 2025	Compte Twitter anonyme	« L'armée camerounaise a utilisé des armes chimiques dans la région du Nord-Ouest. »	Faux : aucune preuve crédible ; répété par des blogs pour susciter l'indignation.	X / Blog
15 août 2025	Commentaire d'une chaîne de télévision locale	« Les coupures d'Internet visent à cacher au monde entier les morts massives de civils. »	Trompeur : des coupures ont eu lieu, mais aucune preuve de massacres.	Télévision / Facebook
12 octobre 2025	Message d'un citoyen sur les réseaux sociaux	« Des hélicoptères militaires ont bombardé des civils à Bamenda pour empêcher la tenue des élections. »	Faux : les rapports confirment que les opérations militaires visaient des positions séparatistes, et non des civils ; les images ont été attribuées à tort.	Facebook / X

De nombreuses publications ne nient pas certains événements, mais déforment leur chronologie, leur ampleur ou leur responsabilité. Parmi les tactiques courantes, on peut citer l'utilisation de photos ou de vidéos anciennes comme si elles étaient récentes, l'exagération des événements et le fait de lier des événements réels à des arguments politiques.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Un large éventail d'acteurs, notamment des institutions gouvernementales, des groupes séparatistes, des blogueurs, des influenceurs, des journalistes citoyens et des réseaux de la diaspora, façonnent et diffusent ces récits de désinformation, souvent dans le but d'exercer une influence politique, d'accroître leur visibilité sociale ou d'en tirer un profit financier. Les rapports de force jouent un rôle central dans la détermination de la crédibilité, les célébrités, les responsables publics et les personnalités populaires en ligne exerçant souvent plus d'influence que les experts en la matière. Les préjugés de genre affectent la manière dont certaines voix sont perçues. Les plateformes de réseaux sociaux telles que Facebook,



L'image ci-dessous montre une comparaison côte à côte d'un média imprimé manipulé pour modifier un récit.

WhatsApp, TikTok et X constituent les principaux canaux de diffusion, tandis que les médias traditionnels y contribuent également par le biais de reportages influencés par l'État

ou partisans. On observe un recours sélectif aux médias grand public tels que la CRTV et Equinox.

Les blogueurs sont systématiquement identifiés comme les principaux diffuseurs de désinformation, en grande partie en raison des incitations liées aux pièges à clics, de l'absence de vérification et du recours à des sources non vérifiées telles que les rumeurs, des individus pris au hasard ou des photos et vidéos générées par les utilisateurs. La peur, la panique, l'instinct de survie, les batailles de propagande entre l'État et les acteurs séparatistes, ainsi que la faible confiance dans les médias tant publics que privés sont les principaux moteurs du partage d'informations non vérifiées.

Les communications gouvernementales présentent parfois les opérations militaires comme visant des « terroristes » tout en minimisant le nombre de victimes civiles ; les réseaux séparatistes de l'Ambazonie partagent des vidéos exagérant les succès sur le champ de bataille pour remonter le moral ; et Boko Haram exagère son contrôle territorial et ses actions militaires pour semer la peur et la méfiance.

La diversité linguistique et la traduction sont considérées comme des facteurs secondaires mais importants contribuant à la désinformation, en particulier dans les reportages de deuxième et troisième main, où les interprétations erronées, les préjugés culturels et la frustration émotionnelle déforment les messages.

Réponses aux défis

En 2025, la surveillance gouvernementale a signalé la désactivation de près de 9 000 comptes frauduleux diffusant des contenus faux ou manipulateurs. Cependant, bien que des lois contre la désinformation existent, elles sont vagues, appliquées de manière sélective et souvent utilisées à des fins politiques, ce qui réduit leur efficacité. Les communautés ont fait état d'une profonde méfiance à l'égard des canaux

de communication officiels, se tournant souvent vers les leaders communautaires ou les influenceurs de la diaspora pour s'informer. Bien que ces sources soient considérées comme fiables, elles peuvent renforcer les fausses allégations, augmentant ainsi la vulnérabilité face à des récits déformés ou manipulateurs.

Des contre-récits ancrés localement et des acteurs de confiance contribuent à limiter la propagation de la désinformation. Les chefs religieux, les éducateurs, les groupes de femmes et les acteurs de la société civile au niveau communautaire promeuvent des messages de paix, d'unité et de réconciliation, en mobilisant souvent les communautés par le biais de dialogues interconfessionnels, d'ateliers locaux et de forums de discussion animés. Leur ancrage profond dans les réseaux locaux confère à leurs messages crédibilité et portée, surpassant souvent les canaux officiels. Cependant, leur portée reste limitée par rapport aux contenus mensongers hautement émotionnels. Les efforts efficaces de lutte contre les contenus mensongers manquent d'une amplification cohérente et du soutien des plateformes, ce qui limite leur capacité à rivaliser avec la désinformation virale.

Analyse

Pendant les périodes de coupure d'Internet, l'accès à des informations vérifiées est fortement restreint, ce qui entraîne une plus grande dépendance vis-à-vis des canaux de communication informels et la circulation rapide d'allégations non vérifiées. Les pics de désinformation les plus élevés coïncident avec plusieurs moments sociopolitiques très sensibles, notamment les élections nationales, les opérations militaires en cours, les périodes de reprise des cours et les « confinements » déclarés par les séparatistes. Ces pics surviennent à des moments où les communautés, en particulier celles des régions

anglophones touchées par le conflit, sont en proie à une peur, une incertitude et une vulnérabilité accrues face aux rumeurs.

Une dimension de genre évidente se dessine pendant ces périodes de tension. Les femmes et les filles sont confrontées à des risques liés aux restrictions de mobilité, à la crainte d'enlèvements ou à la violence des groupes armés, et sont vulnérables aux fausses informations à ce sujet. Les hommes sont victimes de harcèlement disproportionné de la part des forces de sécurité, ce qui entraîne la diffusion de fausses informations concernant des raids militaires, des arrestations ou de prétendues « listes » de jeunes ciblés, provoquant la panique, des déplacements massifs de jeunes hommes et une méfiance envers les institutions de l'État. Cette dynamique rend la population masculine susceptible de consommer, de croire et de partager des informations erronées liées au conflit.

Conclusion et recommandations

Il existe un fossé informationnel manifeste entre les régions anglophones et francophones, alimenté par la censure, une couverture médiatique inégale, l'expérience vécue de la crise et des niveaux d'intérêt public variables. Il en résulte que les publics francophones ont souvent une compréhension incomplète des événements dans les zones touchées. L'insurrection de Boko Haram génère également de l'incertitude, de la peur et une concurrence intense autour des récits.

Les faiblesses de l'écosystème numérique camerounais exacerbent ces vulnérabilités. Les jeunes sont très actifs en ligne mais manquent souvent de compétences en matière de vérification des faits, tandis que les communautés rurales et les femmes s'appuient principalement sur des réseaux personnels ou locaux pour s'informer. Ces schémas rendent les récits trompeurs plus difficiles à détecter, à contester ou à

corriger, et peuvent conduire les jeunes actifs sur le plan numérique à amplifier involontairement des contenus non vérifiés. Un taux de chômage élevé, un accès limité à l'éducation et des griefs politiques historiques créent un terrain fertile pour la désinformation.

L'impact cumulé de ces dynamiques se traduit par une perte de confiance dans les institutions, une fragmentation sociale, la peur et la panique parmi les citoyens, des risques pour la santé publique, des dommages psychologiques et un affaiblissement de la prise de décision civique. Ces défis soulignent la nécessité d'interventions ciblées, notamment :

Les décideurs politiques devraient fournir des informations précises et en temps opportun sur la sécurité, les élections et les développements locaux, tout en veillant à ce que les lois contre la désinformation soient conformes aux normes internationales en matière de liberté d'expression et soient appliquées de manière cohérente. Ils devraient également soutenir les initiatives nationales en matière de culture numérique et s'attaquer à l'accès limité à l'éducation et au chômage élevé, qui augmentent la vulnérabilité à la désinformation.

Les organisations de la société civile devraient mener des actions de sensibilisation au niveau communautaire et promouvoir la vérification des faits et l'esprit critique, en particulier auprès des jeunes, des femmes et des populations rurales. Elles devraient également s'associer aux chefs religieux, aux éducateurs et aux influenceurs locaux pour diffuser des messages de paix, d'unité et de réconciliation, en créant des espaces de dialogue qui réduisent l'attrait des discours nuisibles et favorisent la cohésion sociale.

Les autorités de régulation doivent collaborer avec les plateformes de réseaux

sociaux et les médias locaux pour surveiller et signaler les contenus préjudiciables ou trompeurs, mettre en œuvre une modération adaptée au contexte et garantir l'accès à des informations fiables en cas de coupures d'Internet ou de restrictions de connectivité. Elles devraient également encourager la mise en place de mesures incitatives pour que les médias respectent les normes éthiques du journalisme.

Les plateformes de réseaux sociaux doivent investir dans des systèmes de réponse rapide pour détecter les discours mensongers ou préjudiciables, promouvoir les actualités locales vérifiées et les sources humanitaires, et fournir des outils aidant les utilisateurs à vérifier les informations avant de les partager. Les plateformes peuvent également collaborer avec la société civile et les régulateurs pour concevoir des interventions adaptées au contexte local, en veillant à ce que la modération

respecte les spécificités nationales tout en protégeant la liberté d'expression.

L'ensemble des parties prenantes devrait donner la priorité à la surveillance continue, à la recherche, au renforcement des capacités et à la coordination afin de suivre les tendances émergentes, d'évaluer les interventions et d'adapter les stratégies en conséquence. Il devrait exister un forum ou un groupe de travail national multipartite capable de garantir que les réponses soient fondées sur des données factuelles, adaptées au contexte et durables. Le renforcement continu des capacités des acteurs locaux, des journalistes et des dirigeants communautaires permettra d'améliorer les compétences en matière de vérification et de contrôle des faits, créant ainsi un écosystème de l'information plus résilient, capable de soutenir une prise de décision civique éclairée et une cohésion sociale à long terme.





25,1 millions
Connexions mobiles
cellulaires



14,8 millions
Les internautes



51,5%
Pénétration d'Internet



28%
Population rurale
avec accès à Internet



65%
Milieu urbain
avec accès internet

ANNEXE : CONTEXTE NATIONAL

Les données de GSMA Intelligence (2025) révèlent que le Cameroun compte 25,1 millions de connexions mobiles actives et 14,8 millions d'internautes, ce qui correspond à un taux de pénétration d'Internet de 51,5 %. Des disparités importantes persistent entre les zones urbaines et rurales, seules 28 % des populations rurales ayant accès à Internet contre 65 % en milieu urbain (UIT, 2024).

De plus, les écarts entre les sexes sont marqués : les femmes sont 23 % moins susceptibles de posséder un smartphone que les hommes (GSMA, 2023), et seules 37 % des femmes en milieu rural utilisent l'Internet mobile, contre 59 % des femmes en milieu urbain. Des obstacles tels que le coût et l'illettrisme numérique restent importants, en particulier dans les régions anglophones et de l'Extrême-Nord touchées par le conflit, où les infrastructures sont limitées.

Selon DataReportal 2025, l'engagement sur les réseaux sociaux comprend Facebook : 4,8 millions d'utilisateurs (40 % de femmes, 60 % d'hommes) ; YouTube : 4,5 millions (45 % de femmes, 55 % d'hommes) ; Instagram : 1,2 million ; X : 680 000 (25 % de femmes, 75 % d'hommes).

d'hommes) ; Instagram : 1,2 million ; X : 680 000 (25 % de femmes, 75 % d'hommes) La liberté de la presse au Cameroun est mal classée, à la 138e place sur 180 pays selon Reporters sans frontières (RSF, 2024). Les journalistes sont confrontés à des arrestations, à la censure et à l'intimidation, en particulier dans les régions anglophones, ce qui entraîne une autocensure généralisée.



**Ces défis ont conduit à un
recours accru aux réseaux sociaux pour
s'informer, un espace où la désinformation
et la propagande prospèrent.**



02

APERÇU DES QUESTIONS DE GENRE

DYNAMIQUES DE GENRE, INÉGALITÉS CROISÉES ET DÉSINFORMATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN AFRIQUE CENTRALE

Par Eucharia Nkengafack, professionnelle de la communication et militante pour l'égalité des sexes

Les enjeux

La désinformation sexiste est utilisée à travers l'Afrique comme une arme contre la liberté d'expression et pour exclure les femmes des discours et des processus civiques. Cela sape la lutte pour l'égalité des genres et l'inclusion numérique, creusant le fossé numérique entre les genres et renforçant les inégalités structurelles. Les dynamiques de genre et intersectionnelles sont essentielles pour analyser le désordre de l'information en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Les grands récits en jeu

Dans le flux de contenus de la région, on peut distinguer quatre récits sous-jacents qui se renforcent mutuellement :

- l'hostilité à l'engagement civique des femmes ;
- l'instrumentalisation de la religion et de la sexualité ;
- la promotion de statuts sociaux inégaux et de stéréotypes de genre ;
- et les intersections avec les différences tribales, ethniques et politiques.

La désinformation genrée compromet de manière disproportionnée l'engagement civique des femmes, car les femmes et les filles sont plus fréquemment la cible de désinformation, de harcèlement et de discours moralisateurs visant à disqualifier leur participation publique. Les stéréotypes de genre dépeignent les femmes comme inaptes au leadership, parallèlement à des discours qui renforcent le mythe du cerveau féminin, consolident les normes patriarcales et réduisent les femmes au silence. La désinformation sexiste sert non seulement à déformer les faits, mais aussi à réduire au silence, intimider et délégitimer la participation politique des femmes.

Le discours hostile sert à créer des environnements en ligne misogynes qui excluent les femmes du débat public. Les cas abondent de femmes africaines occupant des fonctions politiques dont l'engagement civique a été affecté par des attaques sous forme de contenus sexistes ciblés qui sapent leur valeur et leur capacité à s'engager efficacement dans les espaces numériques. Le non-respect de la vie privée numérique contribue à la fois à nuire à la réputation des femmes et à leur causer un stress psychologique.

Un discours religieux instrumentalisé est souvent utilisé pour présenter l'égalité des genres, le féminisme et l'autonomie corporelle comme des concepts étrangers, ce qui intensifie la stigmatisation et favorise l'exclusion, en particulier en ce qui concerne les droits des

femmes et l'autonomie sexuelle, ainsi que les personnes LGBTQI+ et d'autres groupes minoritaires. Ce discours alimente le harcèlement et la haine envers les personnes LGBTQI+, légitimant ainsi les abus numériques à leur encontre. Présenter des femmes ou des hommes comme homosexuels représente un risque élevé pour les personnes concernées et intensifie les réactions hostiles à l'égard des relations entre personnes du même sexe. Les médias grand public sont également des vecteurs de diffusion de ces stéréotypes. Qualifier l'identité de genre et l'orientation sexuelle de transgressions morales renforce la stigmatisation tant dans les contextes formels qu'informels.

Les stéréotypes de genre et le sexisme en ligne présentent les femmes comme émotionnelles et inaptes à entreprendre des activités exigeantes sur le plan mental ou nécessitant de l'autonomie. Ces discours sont renforcés dans la presse people, les débats politiques télévisés, les émissions de radio en langue vernaculaire et les récits sur les réseaux sociaux. Les stéréotypes abondent, présentant les femmes comme les principales dispensatrices de soins (à travers des publicités mettant en avant des lessives, la cuisine et des films) et/ou comme des objets sexuels (par exemple, dans les clips musicaux ou certaines publicités de mode). Les hommes sont souvent représentés comme des pourvoyeurs forts et impassibles (par exemple dans les publicités pour l'alcool ou les héros de films d'action) ou uniquement intéressés par le sport ou la technologie.

La vice-présidente ghanéenne et ancienne ministre de l'Éducation, Jane Naana Opoku-Agyemang, a été attaquée par certains utilisateurs ghanéens de TikTok à travers des commentaires irrespectueux sur son apparence physique et sa coiffure. Les internautes ont attribué ses qualités de dirigeante au fait qu'elle soit une épouse et une mère. Cependant, ce traitement n'a pas été réservé à ses

homologues masculins. Parmi les autres cas de femmes leaders touchées par la désinformation via des discours sexistes qui sapent leur valeur, on peut citer Hermine Patricia T. Ndam Njoya, seule candidate féminine à l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun ; Edith Kah Walla, femme politique au Cameroun ; la sénatrice Natasha Akpoti-Uduaghan au Nigeria ; Chantal Nanaba Camara, en Côte d'Ivoire ; et Nana Ama Agyemang Asante, personnalité médiatique ghanéenne ; entre autres. Les femmes sont également confrontées à la haine en ligne et à des réactions hostiles lorsqu'elles ont recours à des méthodes non traditionnelles pour avoir des enfants ou qu'elles soutiennent ces méthodes. Par exemple, l'écrivaine et féministe nigériane Chimamanda Ngozi Adichie, plusieurs fois récompensée, a été critiquée en ligne pour avoir eu ses jumeaux par maternité de substitution.

Des manifestations d'homophobie se sont manifestées dans les réactions hostiles à l'encontre des relations homosexuelles entre A-mara et Yinka, tous deux d'origine nigériane, ainsi que du mariage homosexuel du professeur Uju Anya. Des opinions homophobes ont également accueilli l'annonce sur les réseaux sociaux selon laquelle Bandy Kiki et Jenny, un couple LGBT nigérian et camerounais vivant au Royaume-Uni, attendaient un enfant.

Menaces pesant sur l'intégrité de l'information

Les crises sociopolitiques et les problèmes de mauvaise gouvernance favorisent la propagation de la désinformation liée au genre. Par exemple, à l'approche des élections présidentielles de 2025 au Cameroun, des hommes et des femmes se sont livrés à la diffusion de contenus visant à désinformer

le public. Au Bénin, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal, les divergences d'opinion sur les questions de gouvernance ont exacerbé la désinformation liée au genre. En Côte d'Ivoire, le même phénomène s'observe avec les différences ethniques et politiques. Les réseaux sociaux au Nigeria se sont révélés être un terreau fertile pour le harcèlement et la violence électorale. On y utilise de fausses vidéos pour ruiner la réputation des hommes et des femmes, mais surtout celle des femmes.

Ces menaces sont aggravées par des systèmes patriarcaux profondément enracinés et des stéréotypes de genre. La désinformation sexiste est évidente dans les reportages des médias grand public, tels que la radio, la télévision et la presse écrite. Ces mêmes intérêts et perspectives sont amplifiés dans les espaces en ligne, au détriment des femmes et des filles. Dans l'ensemble du système d'information, la diffusion en ligne relativement incontrôlée d'informations et d'images trompeuses et inexacts propage des stéréotypes de genre, présentant les femmes d'une manière qui porte atteinte à leur droit à l'égalité de traitement. Pire encore, on assiste à l'objectivation sexuelle du corps des femmes et au renforcement de fausses idées telles que « les hommes sont polygames par nature ».

Réponses aux défis

Les experts estiment que les plateformes ne font pas grand-chose pour protéger celles dont les droits à l'égalité des sexes sont bafoués, et encore moins pour promouvoir les valeurs de la lutte contre la discrimination. Les femmes qui soutiennent l'égalité des sexes sont qualifiées (dans diverses langues) de « prostituées », de personnes « désespérées », « seules », « aigries » et « délirantes ». Les hommes qui s'expriment ouvertement contre la misogynie sont qualifiés de « sims » et de « faibles ». Les célébrités célibataires sont victimes de « slut-shaming » et qualifiées d'exemples de « mauvais choix de vie ». La culture des

influenceurs hypersexualise les femmes et promeut des normes corporelles irréalistes. Les influenceurs masculins renforcent la masculinité toxique, la « culture du hustle » ou les comportements agressifs en ligne. Les experts ont observé des pratiques visant à discréditer les femmes politiques ou les femmes occupant des postes hautement stratégiques.

Ces tentatives de discrédit et de déstabilisation sont menées par des cyberactivistes qui se livrent à la diffusion de rumeurs et d'accusations visant des femmes, et qui incitent le public à croire que ces femmes tirent profit de leur statut professionnel en entretenant des relations sexuelles consenties avec des personnalités politiques de premier plan appartenant au clan présidentiel et à ses alliés. Des pratiques telles que le « slut-shaming » visent à ternir la réputation et l'image des femmes politiques du régime présidentiel et à les délégitimer en discréditant leurs compétences et leur expertise, les réduisant ainsi à de simples objets sexuels. Il s'agit là, en substance, d'une des nombreuses manifestations du sexisme, de la misogynie et de la désinformation fondée sur le genre dans le contexte d'une élection aux enjeux considérables.

Analyse

Le désordre de l'information lié au genre s'inscrit dans le cadre plus large du désordre de l'information qui touche une grande partie de l'Afrique occidentale et centrale. La diversité sociopolitique, la fragilité des institutions démocratiques et l'accès inégal à des informations fiables se conjuguent pour alimenter un désordre de l'information qui imprègne les élections, les débats constitutionnels et les crises sécuritaires. La désinformation est utilisée comme une arme pour influencer l'opinion publique, aggraver

les divisions religieuses et ethniques et affaiblir les adversaires politiques. Le problème est aggravé par les tendances autoritaires dans certaines zones de la région, où les gouvernements recourent parfois à des discours sur les « fausses nouvelles » pour justifier la censure et étouffer l'opposition, rendant difficile la distinction entre la restriction des libertés et la lutte contre la désinformation. Dans ce contexte, les informations trompeuses et fausses s'associent à des opinions qui rejettent les droits humains pour tous, exacerbent les différences ethniques et intertribales et instrumentalisent le genre dans le cadre de l'opposition entre « eux » et « nous ».

Le renforcement de la désinformation sexiste est aggravé par le manque d'accès à une alimentation électrique stable, à une connexion Internet, à l'argent et aux appareils, ce qui touche particulièrement les femmes rurales. Les normes sociales néfastes, les inégalités systémiques, les valeurs culturelles et les rassemblements sociaux dans les communautés rurales et urbaines facilitent et renforcent l'intensité et la diversité de la désinformation sexiste.

Conclusion et recommandations

Les recherches présentées dans ce rapport montrent que les dimensions de genre et l'intersectionnalité constituent un élément clé du désordre de l'information. La désinformation qui décourage la participation politique des femmes et promeut les stéréotypes recoupe des agendas religieux, ethniques et politiques pour lesquels l'intégrité de l'information constitue un obstacle. Les atteintes aux droits individuels en matière d'orientation sexuelle se fondent dans la censure et le harcèlement visant ces expressions.

Dans l'ensemble, il est nécessaire d'adopter des approches sensibles au genre et au contexte afin de garantir une intégrité de l'information compatible avec les droits

humains et le développement. Cela implique des approches qui protègent la participation civique des femmes, remettent en cause les stéréotypes nuisibles, engagent de manière constructive les chefs religieux et renforcent le discours public en faveur du respect des droits humains et de la tolérance sociale. Dans ce contexte :

Les gouvernements devraient mettre en œuvre les politiques existantes en matière de désinformation dans les différents pays et élaborer de nouvelles politiques ou réviser celles qui existent afin de mieux prendre en compte la dimension de genre de la désinformation, tout en respectant la liberté d'expression et en renforçant la sécurité des femmes pour qu'elles puissent jouir de ce droit.

Les acteurs de la société civile devraient multiplier les programmes d'éducation et de sensibilisation afin de promouvoir l'intégrité de l'information et la culture numérique, et étendre les programmes de plaidoyer pour impliquer de manière significative les femmes dans la revendication de leurs

droits civiques et la remise en cause collective des stéréotypes de genre. Ils devraient également soutenir l'intelligence émotionnelle et le bien-être mental afin d'aider les utilisateurs en ligne à contrôler leurs émotions et à partager leurs opinions de manière respectueuse.

Les plateformes devraient mettre en place des mécanismes de protection numérique plus solides et favoriser le dialogue pour lutter contre la stigmatisation et les préjugés culturels.

Toutes les parties prenantes devraient travailler en solidarité pour créer des organismes chargés de surveiller l'espace de l'intégrité de l'information, de fournir des analyses de situation, d'apporter un soutien d'experts et de prévenir l'escalade de la désinformation sexiste. Elles devraient également adopter des approches transformatrices en matière de genre et sensibles au contexte, qui abordent de manière critique les discours religieux, tout en promouvant les droits humains et l'inclusion pour tous.

03

COMPARAISON ENTRE LES PAYS



Bien que chaque pays étudié présente des spécificités propres, des points communs forts se dégagent parmi les pays étudiés :

- La désinformation dans les démocraties d'Afrique occidentale et centrale s'inscrit dans un contexte informationnel plus large (en ligne et hors ligne), qui inclut non seulement les réseaux sociaux (généralement le principal incubateur), mais aussi les médias traditionnels ainsi que des canaux tels que les réseaux commerciaux et religieux.
 - Les attaques contre les informations factuellement exactes s'inscrivent dans un ensemble de discours qui privilégient les appels aux émotions et aux identités.
 - Les influenceurs et les militants en ligne jouent le rôle de leaders d'opinion, et beaucoup d'entre eux diffusent des fausses informations dans le cadre d'un discours émotionnel qui fait appel aux attitudes, aux peurs, aux identités et à des traditions revendiquées.
 - Le niveau d'implication dans la désinformation varie en fonction de l'âge, du sexe et du lieu de résidence (milieu rural ou urbain) des personnes.
 - L'information et la désinformation circulent de manière dynamique à travers de multiples langues, plateformes et canaux de « médias de rue », et ce circuit englobe des services relativement fermés comme la messagerie WhatsApp.
-
- Les réseaux communautaires, notamment les chefs religieux et certains médias traditionnels, jouent un rôle d'agents crédibles pour valider l'information, bien qu'ils renforcent la désinformation sexiste plutôt que de la remettre en question.
 - Il existe peu de preuves manifestes d'opérations de désinformation formelles organisées depuis l'étranger, bien que les contenus diffusés par les Africains de la diaspora soient très visibles et qu'il existe des synergies apparentes entre les acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays dans le cadre de campagnes politiques. Les pays ayant un héritage francophone semblent être davantage exposés à la désinformation géopolitique que ceux sous influence anglophone.
 - Les gouvernements ne communiquent pas de manière précise ni en temps opportun, mais s'emploient plutôt à censurer les communications (notamment par des coupures d'Internet), laissant ainsi le champ libre aux rumeurs.
 - Les niveaux de culture médiatique et d'éducation à l'information dans l'espace numérique sont à la traîne par rapport aux défis, tandis que la vérification des faits est confrontée à des défis de rapidité et d'échelle.
 - Les plateformes non responsables n'interceptent pas les fausses informations graves diffusées dans les langues locales, mais fonctionnent au contraire avec des algorithmes commerciaux qui amplifient la viralité des mensonges, de la peur et de l'agressivité.
 - Les élections, la sécurité et l'égalité des sexes sont des points de convergence propices à la prolifération de la désinformation, mais constituent également des sujets essentiels pour l'intégrité de l'information et sa valeur pour la société.



04



RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES / RÉGIONALES

Dans les différents pays, des propositions cohérentes émergent quant à ce qui devrait être fait et par qui :

Les gouvernements et les décideurs politiques devraient prendre les mesures adéquates pour :

- Adopter des mesures légitimes et respectueuses des droits qui répondent aux menaces pesant sur l'intégrité de l'information, en évitant toute surveillance contraire aux normes internationales et africaines en matière de droits de l'homme.
- En faire davantage pour réduire les fractures numériques liées aux disparités entre zones urbaines et rurales, entre les sexes et entre les âges.
- Soutenir les efforts visant à surveiller les menaces pesant sur l'intégrité de l'information, tels que les observatoires, tout en respectant le droit à la vie privée.
- Consulter diverses parties prenantes, y compris les groupes de la société civile et les régulateurs, afin de garantir l'adéquation de la gouvernance actuelle de l'information à l'environnement national.
- Élaborer un cadre national d'intégrité de l'information fondé sur les droits qui réglemente l'espace de communication (en ligne et hors ligne) sans restreindre les libertés.



- Faire preuve d'une plus grande transparence et d'une plus grande responsabilité dans les initiatives concrètes et les dépenses liées à la communication.
- Renforcer le travail en réseau entre les organismes de régulation ainsi qu'avec les organisations de la société civile.
- Pratiquer la divulgation proactive d'informations et mettre en place des mécanismes efficaces ainsi que les capacités nécessaires pour fournir des informations précises et opportunes, en particulier pendant les périodes sensibles, afin de garantir une réponse rapide aux rumeurs et aux fausses informations.
- Soutenir les systèmes d'alerte précoce qui intègrent le rôle de la société civile dans la détection et la lutte contre la désinformation, sans empiéter sur la liberté d'expression ou le droit de manifester.

Les plateformes de réseaux sociaux devraient prendre les mesures adéquates pour :

- Réaliser des évaluations d'impact sur les droits de l'homme afin d'anticiper les menaces graves pesant sur l'intégrité de l'information et de mettre en place des mesures d'atténuation, en accordant une attention particulière aux contrôles adaptés aux situations de crise, tels que les limites imposées au partage de contenu et la promotion des normes de contenu des plateformes.
- Détecter et endiguer plus rapidement la désinformation ainsi que les discours de haine et de polarisation (y compris sous forme audiovisuelle), et investir pour garantir la couverture de différentes langues.
- Mettre à disposition des données anonymisées pour la recherche sur la désinformation, dans le respect des normes et des lois relatives à la protection des données à caractère personnel.
- Financer des initiatives indépendantes de vérification des faits, y compris par les rédactions, et promouvoir la vérification des faits auprès des utilisateurs, y compris de manière rétrospective auprès de ceux qui ont déjà été exposés à des discours mensongers.

Les organisations de la société civile devraient prendre les mesures adéquates pour :

- Soutenir les initiatives et les forums locaux, en ligne et hors ligne, qui promeuvent l'intégrité de l'information, notamment en ce qui concerne les droits numériques, l'éducation aux médias et à l'information, et l'importance de la vérification des faits, tout en mettant en avant l'éthique du partage d'informations numériques et en mettant en garde contre la polarisation en ligne.
- Comblent le fossé entre les autorités et les communautés et développer des partenariats avec les chefs religieux, les éducateurs et les chefs traditionnels afin de renforcer l'intégrité de l'information et de devenir des ambassadeurs contre la désinformation et la haine.



Les médias devraient prendre les mesures adéquates pour :

- Lutter contre les désordres de l'information en renforçant les compétences en matière de journalisme d'investigation et de vérification des faits, conformément à leur code de déontologie.
- Pratiquer un journalisme sensible aux conflits et lutter contre les étiquettes incendiaires et les stéréotypes préjudiciables.

Toutes les parties prenantes devraient prendre les mesures adéquates pour :

- Soutenir les coalitions ainsi qu'un forum ou un groupe de travail national multipartite afin d'améliorer le partage d'informations et la coordination des actions, en particulier en ce qui concerne des questions telles que les élections et les crises sécuritaires.
- Donner la priorité au suivi continu, à la recherche, au renforcement des capacités et à l'évaluation tenant compte des questions de genre.

MÉTHODOLOGIE

Ce projet s'est appuyé sur un large éventail d'activités de recherche. Tout d'abord, pour chaque pays, un groupe de référence a été constitué, composé de personnes bien placées pour apporter leurs connaissances, leurs conseils et leurs commentaires aux chercheurs. Ces contributions ont alimenté les rapports d'évaluation par pays, publiés ailleurs sur le site web du PIN. Ces rapports d'évaluation ont été compilés à partir de recherches documentaires.

Pour les rapports nationaux complets (voir les liens dans les sections correspondantes ci-dessus), qui sous-tendent les résumés ci-dessus, les méthodes suivantes ont été utilisées (détaillées plus en détail dans chaque rapport complet) :

Tout d'abord, les informations clés pour les annexes (présentées avec chaque pays ci-dessus) ont été tirées de l'évaluation individuelle de chaque pays. Ensuite, la majeure partie du contenu des rapports complets a été élaborée comme suit :

- Des recherches documentaires complémentaires ont été menées sur la littérature pertinente.
- Des groupes de discussion, composés de manière équilibrée entre les sexes, ont été organisés dans la plupart des pays et ont été sollicités pour apporter leur point de vue.
- Des experts nationaux, avec une représentation équilibrée des sexes, ont été consultés par le biais d'entretiens (et, dans un cas, également via un questionnaire en ligne).
- Une recherche préliminaire en ligne a été menée (dans un cas, avec un groupe d'analystes utilisant une grille pour structurer leurs observations).
- Une analyse de mégadonnées, via la plateforme Phoenix, portant sur les comptes clés et les mots-clés a été utilisée pour obtenir des informations sur les tendances statistiques et thématiques sur X, Facebook et TikTok.

Tous les chercheurs ont signé un code éthique, ce qui a conduit à l'utilisation de formulaires de

consentement éclairé signés par les sources et à l'anonymisation des noms des participants aux groupes de discussion et de certains informateurs experts qui ne souhaitaient pas être cités. Une approche sensible au genre a été appliquée lors de la collecte et de l'analyse des données. Les données ont été stockées dans des dossiers sécurisés à accès restreint.

Parmi les limites, on peut citer l'absence de couverture des langues autres que les langues dominantes dans chaque pays, ainsi que l'absence d'ethnographie détaillée des utilisateurs. Le biais urbain constitue un risque important qui n'a peut-être pas été suffisamment atténué.

L'analyse des mégadonnées reposait sur des requêtes de recherche spécifiques et a peut-être omis certains domaines clés. L'expertise en matière d'évaluation et de comparaison des contenus de désinformation et des contre-contenus (par exemple dans les commentaires) était limitée. L'absence d'accès étendu aux interfaces de programmation d'applications (API) des plateformes a entravé la capacité de cette étude à évaluer le rôle propre des plateformes dans la curation et la modération des contenus.

Néanmoins, la méthodologie globale a permis une triangulation, révélant une correspondance dans la plupart des cas, et soulignant ainsi l'intérêt d'utiliser des méthodes complémentaires pour obtenir des données qualitatives et quantitatives approfondies.

